

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

« Les gens couverts de croix me font irrésistiblement penser à un cimetière. » P.Léautaud

ISSN 0026-9433

N° 1650

du 10 au 16 novembre 2011

Presse écrite

CONDAMNÉE ?



M 02137 - 1650 - F. 2,50 €





Faut-il parler de ce qui agite le monde des médias? Vous savez bien, ce pays où serait née la démocratie... Tout ce que nous pouvons dire c'est que quand les «grands» de ce monde sont d'accord sur un point c'est, en général, pas mirobolant pour celles et ceux du monde du travail. Dernier avatar, le G20 de Cannes. Comme il a été écrit dans la presse quotidienne: «L'heure est à l'austérité mais au rendez-vous des puissants, le luxe et une banque s'affichent en toute liberté!» Foutre dieu, que fait la police? Sûr que, quand le G20 se fera à Maubeuge ou à Petaouchnock, ça fera moins de barouf. Sinon, pour faire bien dans le décor realpolitik, l'ex-Dany le Rouge (et noir?) salue «l'initiative courageuse» de Georges le GrecDiable, les dernières nouvelles ont dû le faire changer de cap. On a l'habitude avec l'ancien trublion de mai 1968! À part ça, mettre à contribution Arthur Rimbaud, la presse française a belle allure. Qualifier l'Europe actuelle de «bateau ivre», fallait le faire. Émile Pouget, au-delà des siècles, est toujours présent sur le pavé parisien. En gros 1500 pompiers professionnels (pas ceux qui sont militaires...) ont manifesté jeudi dernier à l'appel de la CGT, SUD et CFDT. Ils protestaient contre un accord signé par FO, CFTC, Unsa et CGC. On verra pour les divergences internes du mouvement syndicaliste, mais, pour l'heure, la virulence des manifestants – voire il y a quelque temps l'affrontement physique avec les forces de l'ordre – vous met du baume au coeur! Voir la survie de l'action directe dans la débâcle syndicale actuelle est toujours bon à prendre. Tout ceci nous ramène au problème «central»: quand la gauche est au pouvoir, les revendications ouvrières sont à la trappe, ou disons à l'arrière-plan. Ce qui est traduit par Michel Pialoux interviewé par l'Humanité: «Au milieu des années 1980, les problèmes du mouvement ouvrirent été rendus invisibles.» Avenu quasi interne que nombres militantes et militants politiques avouent entre quatre yeux: quand la gauche est au pouvoir, on avale encore plus de couleuvres. Ben oui, c'est pour ça que les anarchistes ne croient pas à une nouvelle société issue des urnes!

Actualité

- La presse attaquée**, par P. Salcedo et R. Pino, page 3
Météo syndicale interplanétaire, par J.-P. Germain, page 4
Chronique néphrétique, page 5
Des brèves, un strip, page 6
Nouvelles du front social, par Hugues, page 7
Intégristes cathos dans Paname, par P. Schindler, page 8
Résistons!, par Fédération anarchiste, page 8
Fouilles intégrales en prison, par Z. Salsamendi Abad, page 9
ETA dit «bye, bye» aux armes, par J.-M. Raynaud, page 10

International

- De quelques questionnements**, par Titata, page 12
Au sujet des élections tunisiennes, par Mohamed, page 13
L'Espagne avant les élections, par R. Pino, page 14
Grève de la faim au Chiapas, par G. Goutte, page 16

Histoire

- Naissance de l'abstention anarchiste**, par C. Fréjaille, page 17

À lire

- Tête d'orage**, par P. Sommermeyer, page 20

Mouvement

- Trente bougies de soufflées**, par P. P., page 21
La coopérative l'Indépendante en fête, page 21
Radio libertaire et sa brochure, page 22
Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Presse de mal en pis



Patricio Salcedo

Groupe Anartiste de la Fédération anarchiste
et secrétaire général du SNDP-CGT

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
et ex-membre du bureau syndical du SNDP-CGT

ÇA BRANLE DANS LE MANCHE À PRESSTALIS!
Depuis la grande grève des commis NMPP en décembre 2010 qui se solde par de nombreux départs en retraite anticipée pour les salariés, Presstalis (SPPS pour la distribution de la presse en région parisienne) s'est considérablement restructuré, en pire bien entendu : un seul dépôt à Bobigny, une augmentation de la sous-traitance au niveau des porteurs (livreurs), payés au lance-pierre et réduits à être de vrais bagnards du portage (horaires compressés et cadences de dingues) en sous-effectifs, avec aussi l'apparition d'un nouveau sous-traitant pour livrer une partie des mensuels (Géodis). Depuis des années les plans de restructuration se sont succédé. Un test grandeur nature doit avoir lieu ce mois-ci : il s'agit de faire distribuer la presse quotidienne nationale en province par un groupement de quotidiens régionaux. Une étude menée par treize quotidiens régionaux sur 69 départements (représentant 400 millions d'exemplaires par an), et se proposant de diffuser 80 % des volumes fournis par les quotidiens nationaux, aboutit à un coût s'établissant entre 49 et 53 millions d'euros – hors subvention – et ces chiffres n'incluent pas les coûts liés à la mise en œuvre initiale de ce dispositif s'il était retenu. Mais le problème des cadres (plus ou moins en sur-effectifs eux!) n'a pas été résolu. Presstalis ressemble un peu à une armée mexi-

caine : une pléthore de généraux et de colonels et peu de soldats. Les dits cadres du « service de qualité » traînent les pieds et pratiquent concrètement une espèce de grève du zèle en ne traitant les dossiers de litiges entre les diffuseurs et l'entreprise qu'au compte-gouttes, en ne répondant pas au téléphone etc. Ce qui exaspère au plus haut point les diffuseurs de presse (kiosques et petites librairies) que cette situation rend exsangues... Il y a bien longtemps qu'ils n'ont plus de trésorerie et vivent au jour le jour. Leurs ventes baissent de plus en plus chaque jour (alors qu'ils sont commissionnaires).

C'est un constat, la presse papier se vend de moins en moins ! En 2010 les quotidiens ont vu diminuer leurs ventes de près de 8 % et les magazines de près de 5 %, pendant que le réseau perdait 455 points de vente. Les acheteurs de presse papier font partie d'une tranche d'âge vieillissante, et les jeunes clients potentiels vont plus volontiers sur internet. En général la population des travailleurs qui vont au chagrin ramasser par terre l'information formatée des gratuits (Métro, Info matin, 20 Minutes). L'abrutissement est total avec cette pseudo presse tronquée ! Beaucoup de lecteurs se sont abonnés et les publications et quotidiens se sont tiré une balle dans le pied en bradant leurs abonnements ou en offrant des

abonnements groupés et à vil prix! Plusieurs titres sont actuellement dans la tourmente: *France-Soir* où 85 salariés doivent être éjectés son propriétaire (Pougachev) désirant tout miser sur le net; *Le Parisien* où 48 suppressions de postes sont prévues, non pas que ce journal soit particulièrement déficitaire, mais sa direction «doit anticiper les évolutions pour garder son leadership»; *Le Monde* où là il s'agit de supprimer 150 postes dans son imprimerie. Les gratuits aussi connaissent des problèmes: le premier hebdo d'annonces *Paru-vendu* vient de mettre la clef sous la porte et l'addition est salée pour les salariés: 1 650 emplois supprimés par le patron Philippe Hersant (fils de son père) centième fortune de France où il ne paye pas d'impôts car résidant en Suisse. Sur le terrain non plus les postes de presse n'arrivent pas à vivre malgré les aides de Médiakiosk (déléataire de la Ville de Paris pour les kiosques) et que Decaux vient de racheter: Jean-Claude Decaux leader mondial du mobilier urbain, vient en effet d'acquérir (fin octobre) 95 % de Médiakiosk qui est rappelons-le une filiale de Presstalis. Ceci n'est pas survenu par hasard, les élus parisiens projettent de réduire de 30 % l'affichage publicitaire. Avec ses 16 000 emplacements, Decaux est directement concerné, d'où ce rachat qui va lui permettre de récupérer la publicité extérieure de 746 kiosques en France (chiffre d'affaires pour 2010: 26 millions d'euros). Pour obtenir ce marché il s'est engagé à «développer et

mettre en valeur» le réseau des kiosques (comprenez: plus de pub encore et toujours! Et d'ailleurs de plus en plus de publicités affichées n'ont rien à voir avec la presse) Presstalis a vendu cette filiale rentable pour combler son immense trou financier. Mais en vendant «l'argenterie» il ne lui reste plus rien de solvable puisqu'il est criblé de dettes, tout le monde pratiquant allègrement une «cavalerie» suicidaire! La presse se vend moins également car face à une baisse considérable de leur pouvoir d'achat, les gens n'en n'achètent presque plus. Les revues sont chères: tout le monde veut les lire mais sans les payer. La part du marché publicitaire diminue et se réduit à une peau de chagrin: les annonceurs désertent la presse papier.

Depuis juillet 2011, la loi Bichet de 1947 qui assurait une répartition équitable entre les gros groupes et la presse dite d'opinion ou alternative (avec peu ou pas de publicité) a été totalement modifiée. La distribution de la presse est assurée désormais par une société privée avec une direction, un conseil d'administration, et des actionnaires. Elle se compose de deux coopératives d'éditeurs, une pour les magazines (75 %) composée des groupes Bayard (cathos, revues pour enfants), Lagardère (Matra, marchand d'armes), Prisma presse (people à donf), Condé Nast (mode, déco.) etc. Et une seconde pour les quotidiens (25 %) composée du Groupe Amaury (*Le Parisien*, *Aujourd'hui en France*, *L'Équipe*),

Dassault (marchand d'armes, *Le Figaro*...), *Le Monde* (journal de tous les pouvoirs). Le tout supervisé par «une personnalité indépendante». Tout cet organisme privé étant chargé de faire du fric et de combler les déficits sur le dos de tout le réseau: employés Presstalis, porteurs et diffuseurs en bout de chaîne. L'esprit a complètement changé puisque la filière est en grande difficulté. Les pseudo-coopératives sont dirigées par des requins: patrons de la presse débilite et marchands d'armes qui régissent la propagande gouvernementale et les messages marchandisés du capital. Arrêter le papier et foutre le camp sur Internet, c'est priver la population d'une information plus variée. Tout le monde n'a pas Internet et une société à deux vitesses se profile très sérieusement. Les gueux n'auront que les gratuits entre les mains, les mieux lotis essayeront de lire sur le web... L'injustice de classe s'établira là aussi. Les petites librairies disparaissent les unes après les autres, les kiosques sont souvent fermés (Pas grave du moment que la pub s'affiche dessus). Ces lieux de vie, d'échanges disparaissent du panorama urbain. La presse libre, dont le *Monde libertaire* fait partie, est menacée d'asphyxie puis de mort à cause du nouveau système de rétribution de Presstalis. Quand la liberté d'information est atteinte, c'est la liberté tout court qui est en danger. La liberté n'a pas de prix, et sans une presse libre (et sans publicité), elle mourra sur l'autel du moloch capitaliste.

P. S. et R. P.

Météo syndicale planétaire

LA CGT refuse l'austérité à PSA Madrid! Diable, c'est la délocalisation du syndicalisme, serait-on tenté de dire par dérision. En effet, ce n'est pas la centrale de Montreuil à Paris qui s'oppose à un plan de licenciements mais, une organisation anarcho-syndicaliste. L'organisation «sœur» de la CGT française, les Commissions ouvrières, a signé, elle, des deux mains. Alors, vérité en deça des Pyrénées ou lycée de Versailles? On se perd en conjectures, surtout en cette atmosphère viciée de la pré-présidentielle française. Galops d'essai pour servir de marche-pied à toutes les boutiques syndicales, le mécanisme habituel est en marche. L'autonomie engagée, chère à la CFDT il y a quelques décennies, a encore de beaux jours devant elle!

Si on dirige nos regards blasés au-delà de l'Atlantique, on contemple le même spectacle. On oublie un peu vite qu'aux USA le mouvement existe. Certes, ce ne sont plus les IWW (Industrial Workers of the World) qui



existent encore minoritairement, mais la corporative AFCL-CIO tristement célèbre dans notre vieux continent.

Bref, dans ce nouveau monde qui, au début du siècle dernier, s'en prenait physiquement aux syndicalistes, aux anarchistes, l'attaque reprend contre les «organisations professionnelles». Pourtant, le syndicalisme nord-américain reste dans la défense des droits acquis, et ce de manière corporative. Mais c'en est trop pour les républicains qui «ouvrent la chasse aux syndicats». Exemple concret: dans l'Indiana le budget 2011 rend illégales les négociations collectives et les grèves dans la fonction publique... Dans notre bel Hexagone, ça nous pend au nez, sans parler du reste de l'Europe. Et les gazettes d'affirmer que le mouvement syndical outre-Atlantique paye là son soutien à Obama. En prendre plein la gueule pour des clopinettes?

Jean-Pierre Germain

Chronique néphrétique

LES TEMPS CHANGENT. Parfois assez vite. Parfois très lentement. Avec des rythmes, des tempos différents. Pas là où on croyait, pas comme on croyait.

Gamin, un des combats qui m'a marqué était celui des objecteurs et des insoumis. Lors des réunions, nous parvenaient des nouvelles des gars au cachot, des humiliations que les gradés leur faisaient subir, du cirque qu'il leur fallait faire, des simulations pour éviter l'année de service. J'ai souvenir de Guy, parti chevelu et revenu rasé. Et cette vision m'avait blessé, et attisé en moi la haine, bien plus que lorsque le coiffeur m'a rasé à mon tour, bien des années plus tard. A l'époque les garnisons françaises pullulaient en Allemagne. Paraît qu'il n'y a plus de militaires français à Trèves... Et quand je parle de cette époque, les gamins me regardent avec des yeux comme des soupoues. Un an à l'armée? Ah bon? Les temps changent.

A la même époque (à partir de 1974) le gouvernement français mettait en place le deuxième plus gros programme électronucléaire du monde. Et dans la grande tradition française, notre gouvernement actuel persévère dans la connerie. En Belgique, il n'y a pas de gouvernement, mais les partis se mettent d'accord pour sortir du nucléaire! D'accord les Belges n'ont que deux centrales avec sept réacteurs, mais qui produisent 55 % de leur électricité! Ce n'est pas directement la pression populaire, ce n'est apparemment pas une percée des écolos traduite en postes négociés, mais c'est acté. Les temps changent.

Il y a 30 ans, ailleurs qu'à Paris, il était quasi impensable-impossible de s'afficher homosexuel. Aujourd'hui, la reconnaissance se fait devant la justice. Une juge de Bayonne a accordé à une femme pacée avec une autre l'autorité parentale conjointe sur les jumelles mises au monde par cette dernière. La juge remarque «les attestations multiples» faisant état «d'un couple uni, bien intégré dans leur milieu familial et social, et dont les qualités éducatives et affectives à l'égard des deux enfants sont reconnues». Là où c'est neuf, c'est que le jugement n'est assorti d'aucune mention explicite de «circonstance» particulière. Par exemple un cas clinique, qui justifierait une

mesure de sauvegarde pour les enfants. «Le point le plus important à retenir dans cette décision est que l'homoparentalité est enfin juridiquement reconnue», a affirmé l'avocate. Les temps changent.

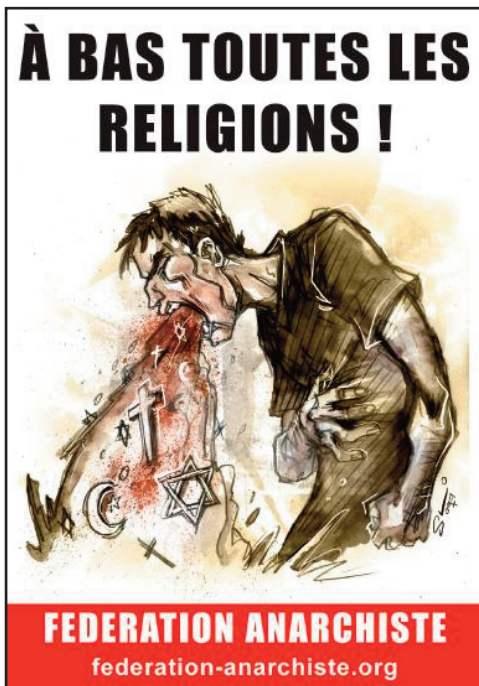
Bien sûr, rien n'est fini: l'armée existe toujours, j'ai une centrale à 20 bornes de chez moi, et l'on tue encore des gens parce qu'ils sont homosexuels. Mais tout de même, des combats qui à une époque me semblaient cruciaux; des oppositions, des conflits semblent se déliter, se dissoudre dans l'air du temps. Comme absorbés par de nouvelles générations, par l'Histoire qui avance. Je ressens comme un malaise, un truc diffus, dérangeant. Comme une arythmie. Comme de ne pas être au tempo. Qu'est-ce qui me met mal à l'aise? De ne pas avoir vaincu par KO? Que les avancées se fassent par des chemins autres que ceux que j'imaginai?

Dans d'autres domaines, c'est le contraire: tout se précipite, ce qui était prédit depuis des lustres se réalise: krach etc et mes contemporains, ceux qui m'entourent, les pas militants, semblent ne pas voir (ou vouloir voir) le désastre annoncé. Les nouvelles se succèdent, mais l'écran fait écran. Pour échapper au réel. Du virtuel qui ne se matérialisera et ne les touchera qu'au dernier moment, dans leur poste, dans leur salaire, dans leur chair. C'est loin la Grèce.

Et j'entends des intellectuels tunisiens, devant les résultats des élections, devant l'emprise religieuse, se reprocher de ne pas avoir été assez proches du peuple, et qu'il faut «y retourner».

Alors, qu'il s'agisse d'une incontrôlable course à l'abîme, ou/et d'une «stratégie du choc» à très grande échelle, ayant pour objectif de pressurer comme jamais les populations apeurées, les événements économiques qui se succèdent vont déclencher des réactions en chaîne, des luttes, des changements de conception, de nouvelles formes d'organisation. J'espère que nous prendrons les moyens pour avancer au tempo du monde, et même pour donner le rythme à la danse.

Rodkol



Disponibles à la librairie du Monde libertaire.

Brèves de combat

Même pas peur !

Plus de 10 000 manifestants ont parcouru les rues de Nice pour lancer le forum des peuples face au G20. Après des semaines d'une campagne de communication alarmiste par les autorités locales, et malgré un déploiement outrancier de forces de sécurité, les organisations altermondistes ont réussi une marche festive tout en se défendant des clichés dont ils sont en général l'objet. Encore quelques pas vers les idées carrément anarchistes camarades !

Indignés radicaux aux US

Le mouvement des Indignés américains se radicalise. Ceux d'Oakland, en Californie, appellent à la grève générale sur l'ensemble de la ville. Les vétérans de la guerre en Irak, en armes, ont rejoint les manifestants pour les protéger de la police. Comme un bon vieil arrière-goût de pacte entre les communistes et la garde nationale en 1871 ?

Sélection négative...

La Droite populaire veut réserver l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées aux « Français, européens et ressortissants étrangers ayant combattu pour la France ». Et ayant fait leur première communion et voté Front national aux dernières élections ?

Surenchère sécuritaire

Pour remettre en avant le décret issu de la Loppsi 2 et certainement pour ratisser sur les terres du Front national, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant,

propose l'ouverture à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), de la réserve de la police à tout citoyen souhaitant « servir son pays ». Une mesure qui en cache d'autres du même acabit : renfort de CRS, mise en place d'un référent policier, numéro vert pour les habitants. Tout un arsenal qui devrait ravir les derniers nostalgiques de la dénonciation sous l'Occupation.

Shame on you !

Marine part en voyage... Non, ce n'est le titre des nouvelles aventures de la fille Le Pen. Cette dernière vient de se casser le nez durant sa tournée préélectorale aux USA, destinée à avoir des retombées médiatiques en France, car aucune des personnalités qu'elle avait souhaité rencontrer n'a pris le risque de le faire et le seul rendez-vous officiel qui était confirmé avec un leader du Tea Party est tombé à l'eau ! Certainement un complot orchestré par les juifs homosexuels franc-maçons.

Non mais !

Après l'incendie des locaux de Charlie Hebdo, afin de ne pas céder aux menaces, l'équipe du journal a décidé de réimprimer le numéro présentant en « Une », un prophète Mahomet hilare, à 175 000 exemplaires (au lieu des 75 000 habituels). Bientôt une fatwa lancée sur Charlie ?

Mort-née dans la rue

Une femme, sans domicile fixe, vivant sous une tente avec son mari dans une

rue de Paris, a accouché d'une petite fille dont le décès a été constaté et ce, malgré l'intervention des pompiers et du Samu. Selon le collectif les Morts de la Rue : « Ce drame est significatif de la politique menée actuellement en matière d'accueil et d'hébergement et la réduction des moyens qui ne peut qu'engendrer des situations comme celle-ci. »

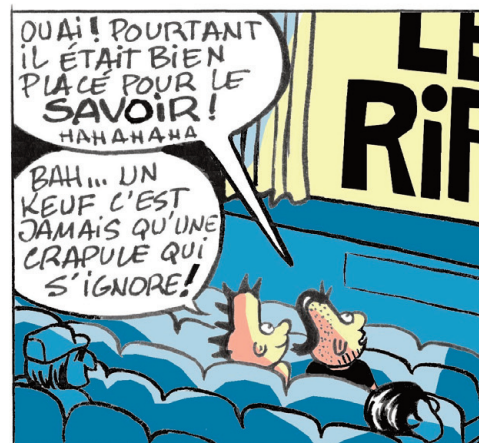
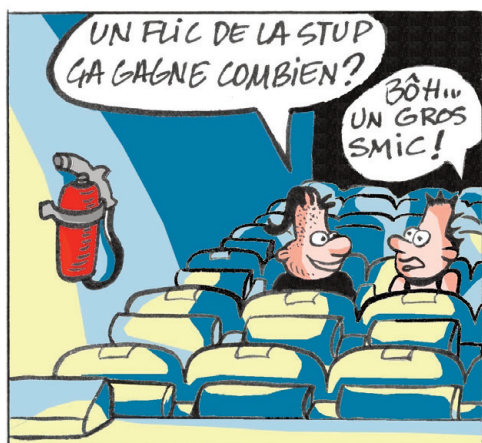
Urgence aux urgences

Les médecins aux urgences de l'Hôtel-Dieu ont envisagé d'exercer leur « droit de retrait » durant le week-end. Du jamais-vu. Aucun chirurgien d'astreinte n'étant prévu, la sécurité des malades n'aurait pas été garantie, selon eux. Face à la pression de leur chef de service, certains ont renoncé. Les urgences resteront donc ouvertes, mais le moral n'y est pas. Car cet hôpital mythique, sur l'île de la Cité à Paris fait l'objet d'une vaste restructuration.

Triste réalité

En France, où 152 000 personnes vivent avec le VIH-sida, moins de la moitié des séropositifs ont un emploi, selon une enquête de Aides, communiquée à l'occasion d'un colloque de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le sida au travail.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Nouvelles des fronts

« Vous pensez conquérir l'État mais, en fin de compte, c'est l'État qui vous conquerra »
Piotr Kropotkine



LE VRAI VISAGE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE, au moment où le capital est en « crise » et où il faudrait, au moins, tenter de faire un pas de côté, faute de pouvoir achever la bête, c'est de remettre en ordre de marche un système à bout de souffle. Ce vrai visage, c'est celui de la Grèce de Papandréou, de l'Espagne de Zapatero aujourd'hui, de la France de Hollande ou de l'Allemagne probablement demain, à savoir sauver à tout prix le système, le remettre sur les rails, exécuter les basses œuvres, faire payer au Travail les malversations et les pillages du Capital. Les pauvres épongent la dette en se laissant serrer la ceinture par des PS mystificateurs, des gauches étatistes et pseudo-radicales qui comme à chaque fin d'échéance iront à la gamelle du pouvoir. Et pourtant une fois encore, nombreux et nombreuses sont ceux et celles qui iront aux urnes en toute bonne foi (c'est bien de ça qu'il s'agit), en pensant œuvrer pour le progrès et la justice. Illusion démocratique et masculine depuis 1848, illusion féminine depuis 1946 et pourtant la même classe règne en maître... Illusion partagée encore au désordre du jour de toutes et tous en 2012. Crier à la trahison annoncée ne sert à rien, agissons, militons, car la bonne gestion du capital en cas de « crise majeure » est inscrite dans la tradition soc-dem. Crier à la trahison, oui, quand même, mais surtout en tirer une leçon définitive. Le temps en est peut-être arrivé. Plus que jamais, indignation ! En d'autres termes : éducation oui, autogestion oui, élections NON !

Si les élections sont le cercueil des illusions de beaucoup, la lutte continue sous de multiples formes : désespéré suicide au travail de cette prof de Béziers, déterminée

telles les caissières du supermarché Dia à Albertville qui après 102 dimanches de grève ont obtenu gain de cause sur le principe du seul volontariat pour travailler le jour du « saigneur » ; entêtée et récupératrice comme celle de cette caissière d'un Cora lorrain menacée de licenciement, accusée de vol pour avoir capté une réduc minable pour un produit lamentable sur un ticket de caisse lâchement abandonné... Récupératrice et suspecte car aussi secrétaire CGT du CE, ceci expliquant peut-être cela... Grève illimitée des inspecteurs du permis de conduire, pour une meilleure évolution de carrière, grève stratégique des stewards et des hôtesses d'Air France contre la dégradation des conditions de travail et la baisse des effectifs, tout comme les personnels d'accueil du musée d'Orsay à Paris, grève à l'imprimerie du Monde. Occupation d'une papeterie de l'Eure contre le licenciement des 330 travailleurs du papier carton.

Pour le reste, l'emploi est toujours menacé et le chômage en forte hausse, et ce malgré les cocoricos d'il y a quelques mois (+26 000 demandeurs de revenus corrects en septembre), plus de quatre millions toute catégorie confondue. Honeywell, dans le Calvados, supprimera 300 emplois en juin, le Ritz de Paris en liquidera 450 pour travaux et pour mieux accueillir les toujours plus riches. Renault, après la prime à la casse pour les vieilles caisses annonce du chômage technique à Flins, Douai, Sandouville... Même logique chez PSA et 7 800 réductions d'emplois dans le monde dont peut-être 2 000 intérimaires en France. Variable d'ajustement et court-termisme, les deux mamelles d'une économie libérale toujours plus efficace en

matière de rentabilité. Quant à la presse, c'est la déroute, *Le Monde* agonise en silence, plan « social » au *Midi libre* (ou plutôt qui le fut), 87 licenciements à *France Soir*, 47 sur les 457 salariés au *Parisien*. Quant à *Paru Vendu*, au propre et au figuré, ce sont 1 600 salariés qui sont menacés.

Dans le voisinage, même cause, même paysage. En Belgique, à Liège, après la Lorraine, ce sont 585 emplois (2 000 avec les sous-traitants) qui vont être passés au lami-noir chez Arcelor-Mittal ; aux Pays-Bas, Philips va griller le filament à 1 400 employés, 4 500 dans le monde ; chez Novartis (pharmacie) pilule amère, avec 2 000 emplois comprimés et des super profits. Quant au chômage, il se porte bien aussi à nos portes : en Grèce avec 16,5 % selon les chiffres officiels (?) ; au Royaume uni avec 8,1 % (sans commentaire) dont 23 % chez les jeunes de 16 à 24 ans ; en Espagne avec 22 % (presque honnête). Sur le globe, selon le BIT, 200 millions de chômeurs. Quelle crédibilité donner à ces quantifications lorsque même en France où l'on sait compter, on nous bidouille les chiffres tous les quatre matins en nous brouillant l'indicateur ?

Et puis, la routine un peu partout, grève générale en Grèce, grève à la SNCF le 8 novembre, nouvel appel à la grève générale au Portugal... Au bout de la déroute : élections et illusions pour tous !

Hugues

Groupe Pierre-Besnard
 de la Fédération anarchiste

Les loups sont dans Paris

L'HISTOIRE A COMMENCÉ samedi dernier lorsque des milliers de fondamentalistes catholiques ont manifesté à Paris contre la « christianophobie ». Environ 200 ont prié près du Théâtre de la Ville où se joue une pièce qu'ils jugent « blasphématoire » et contre laquelle ils protestent depuis plus d'une semaine. En début de soirée, 1 500 manifestants selon la police et 5 000 selon les organisateurs se sont rassemblés place des Pyramides, au pied de la statue de Jeanne d'Arc.

Ensuite, le cortège a rejoint la place André Malraux (à côté du Palais Royal) derrière une banderole : « La France doit rester chrétienne. » Un slogan qui, sans aucun doute, fait référence à l'idée de plus en plus rependue chez les populations racistes et xénophobes comme quoi « la France deviendra bientôt en majorité musulmane », mais qui fait également écho, à notre sens, à nos revendications, nous autres athées et libres penseurs, qui crions de plus en plus haut et fort que « la France est de moins en moins laïque et que l'église se rapproche de plus en plus de l'État » – (voir les discours ciblés de Sarkozy et ses fréquentes visites au pape). Mais, pour sa part, tout ce joli monde scandait : « Christianophobie, ça suffit ! » Il est vrai que jusqu'à présent, il ne restait que les cathos à ne pas encore posséder l'équivalent des expressions de judéophobie ou d'islamophobie... Toujours en retard d'une mode, sinon d'une ou deux avancées de la science !

On comptait, parmi les manifestants, des prêtres en habit traditionnel (soutane) et de jeunes et moins jeunes individus portant tout l'attirail croquignol, du simple crucifix aux dra-

peaux du Sacré cœur et, la nuit tombée, autres cierges et flambeaux. Même leur dieu ne semblait pas de leur côté puisqu'ils ont été contraints de prier et chanter agenouillés sous une pluie battante, avant de se disperser en criant : « Tous au théâtre de la Ville » où se joue en ce moment la pièce de l'Italien Romeo Castellucci – *Sur le concept du visage du fils de Dieu* – que ces derniers jugent offensante. Pourquoi ? Dans les dernières minutes, un visage géant du Christ semble souillé par des excréments, en écho de la souffrance des deux personnages, un vieillard incontinent et son fils qui le lave et le change... On est pourtant bien loin des films de Buñuel, de *La vie de Brian* des Monty Python ou encore de *La dernière tentation du Christ*, pour lequel plusieurs salles de cinéma avaient été incendiées.

En fait, seulement 200 parmi les manifestants se sont retrouvés face à un cordon de police qui protégeait le théâtre, mais ne les a aucunement empêché de recommencer à s'agenouiller et prier sous la pluie scandant : « Le blasphème ne passera pas ! », ou encore « Discriminés, on en a plus qu'assez ! » Il est bien dommage que personne (aucun responsable de la Ville de Paris, ou autre – Bertrand Delanoë n'ayant exprimé qu'une discrète « consternation et inquiétude face à ces tentatives de perturbation ») ne soit simplement venue leur rappeler que la loi interdit les prières publiques. Fait que les musulmans du quartier de la Goutte d'Or à Paris connaissent bien (ils se sont vu interdire les prières alors qu'ils réclamaient la construction d'une mosquée dans le quartier). Bien sûr, comme le rappelait le slogan des inté-

gristes catholiques (« la France doit rester catholique »), cette décision à double vitesse doit certainement faire plaisir à Marine Le Pen qui, fin 2010, comparait « les prières de rue des musulmans à l'Occupation lors de la Seconde Guerre mondiale » et avait alors suscité une vive polémique. Il faut croire que visiblement, les prières des intégristes catholiques ne la dérangent nullement. Et peut-être encore moins le mouvement Civitas, à l'origine de la manifestation, qui revendique un millier de membres et est très proche de la Fraternité Saint-Pie X, fondée en 1970 par l'intégriste Mgr Marcel Lefebvre (1905-1991).

Samedi dernier, la manifestation s'est dispersée dans le calme vers 22 h 45 mais, depuis, tous les jours, l'extrême droite traditionaliste et intégriste assure une présence quotidienne devant le théâtre de la Ville, place du Châtelet, à la seule fin de harceler et intimider les spectateurs. Depuis, la mobilisation s'est élargie à des groupuscules violents tout aussi réactionnaires, racistes, antisémites et islamophobes comme Renouveau français, l'Action française ou le GUD, réclamant avec les intégristes la « re-christianisation de la France ». Entrée en campagne de l'extrême droite ou départ d'une croisade contre les infidèles et les hérétiques ?

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Ils intimident, ils incendient. Ne les laissons plus faire !

PLUS LES VIOLENCES DU CAPITALISME se font précises, et plus la chasse aux prétendus responsables de la crise prend le visage de l'intolérance et du fascisme : on en veut pour preuve trois faits d'actualité. Le premier n'a pas fait la une des médias, et pourtant l'incendie aux cocktails Molotov de la Maison des Roms, le 24 octobre (163, rue des Pyrénées à Paris), a causé la mort de Ion Salagean, qui n'avait commis d'autre crime que de fuir la misère et le racisme dont souffrent les Roms. Le second est la mobilisation de la mouvance catholique (Civitas) – pour qui la proximité de l'extrême-droite tombe sous le sens – contre la pièce de Romeo Castellucci, *Sur le concept du visage du fils de Dieu*, taxée de « christianophobe », terme calqué sur

celui d'« islamophobe », vocable forgé par les Frères musulmans pour faire passer pour opprimés ceux dont le but n'est autre que de contrôler chaque instant de la vie humaine, dans le carcan du rite religieux. Il est à noter que, lorsqu'il s'agit de pratiquer l'intolérance et de détruire la liberté de création artistique, les religions concurrentes s'entendent comme larrons en foire pour crier au blasphème, puisqu'aux côtés de la soutane, on a pu voir barbus et femmes intégralement voilées. Le troisième est l'incendie, à l'aide de cocktails Molotov, de la rédaction de *Charlie Hebdo* au moment même où il se « baptisait » provisoirement *Charia Hebdo* et prenait, comme rédacteur en chef, un individu qu'on n'est pas sensé

pouvoir représenter. Pour la Fédération anarchiste, ces récents événements montrent que les violences fascistes et religieuses prospèrent sur le terrain de l'exploitation capitaliste, et qu'on ne peut espérer les voir disparaître sans s'attaquer aux racines du problème. Tant qu'un modèle économique inégalitaire sera protégé par un modèle politique étatique et délégitime, les solidarités de classe, celles qui transcendent les frontières, et les libertés individuelles, y compris, et surtout, celle de blasphémer, seront menacées par les religions, fanatiques par définition, et par le fascisme.

Fédération anarchiste

Quand la prison de Fresnes se moque des lois

Depuis la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 les fouilles intégrales sont devenues illégales. C'est ce que nous explique Zorion Salsamendi Abad, prisonnier à la prison de Fresnes, dans la lettre qu'il nous a adressée.

À l'attention du *Monde libertaire*.

Par la présente lettre nous voudrions vous informer de la situation que nous vivons à la maison d'arrêt de Fresnes au sujet des fouilles intégrales en violation de nos droits. En fait, cette modalité de fouille consiste à nous déshabiller de tous nos habits face à un surveillant qui fouillera nos vêtements et qui nous demandera de lui montrer nos fesses, les plantes du pieds, les aisselles, la bouche... On passera par cette humiliation presque tous les jours lors de plusieurs situations tout au long de notre détention, concrètement après chaque parloir, dans les fouilles de cellule, à chaque retour du palais de justice ou de l'hôpital et chaque fois qu'un surveillant le considère nécessaire.

Cette pratique qui, par son caractère humiliant, va à l'encontre des droits de l'homme, a été pendant des années mise en question par plusieurs organisations et institution. Et, finalement, le 24 novembre 2009 l'Assemblée nationale les limitera en approuvant la loi n° 2009-1436 qui, dans son article dit 57, dit : « Les fouilles doivent être justifiées par la présomption d'une infraction ou par les risques que le comportement des personnes détenues fait courir à la sécurité des personnes et au maintien du bon ordre dans l'établissement. Leur nature et leur fréquence sont strictement adaptées à ces nécessités et à la personnalité des détenues. Les fouilles intégrales ne sont possibles que si les fouilles par palpation ou l'utilisation des moyens de détection électronique sont insuffisantes. Les investigations corporelles internes sont proscrites, sauf impératif spécialement motivé. Elles ne peuvent alors être réalisées que par un médecin n'exerçant pas au sein de l'établissement pénitentiaire et requis à cet effet par l'autorité judiciaire. »

On pourrait supposer qu'après la mise en place de cette loi, les fouilles se dérouleraient par palpation ou en utilisant des moyens de détection électroniques qui, bien sûr, existent à Fresnes, ou que les fouilles intégrales systématiques seraient annulées et qu'à partir de ce moment-là chaque fouille intégrale serait justifiée par un des préceptes indiqués par la loi, mais non. Malgré le fait que le 22 juin 2011 la direction de la maison d'arrêt ait fait distribuer dans toutes les cellules une « note d'information pour la population pénale » dans laquelle elle nous informait de la mise en place de cette loi, ici rien a changé.



À ce jour, malgré la nouvelle loi en vigueur, les fouilles intégrales, continuent à être systématiques pour tous les détenus et sans exception. Plusieurs détenus ont signalé la situation, nous avons discuté avec les surveillants, gradés et chefs de divisions qui au début étaient confus et qui constataient les contradictions des responsables. D'après ce qu'ils en disent, c'est le chef de la maison d'arrêt qui a ordonné d'ignorer la nouvelle loi et de poursuivre ces pratiques déni-grantes.

Dans plusieurs discussions déclenchées depuis le 22 juin, un des arguments les plus utilisés par les responsables de l'administration pénitentiaire est que lors des parloirs avec nos familles, nous avons un contact avec l'extérieur, donc nous sommes suspects de commettre une infraction. Ça veut dire que le fait de profiter de notre droit à communiquer avec nos familles fait directement de nous des suspects.

Pour justifier les fouilles intégrales, pendant les fouilles de cellule par exemple, il n'y a pas d'argumentations et alors ils recourent directement à « la triche », en disant que même le contact avec les surveillants sont des contacts avec l'extérieur. Par contre, on a constaté qu'en application de cette loi, la gendarmerie a supprimé les fouilles à corps lors des extractions au palais de justice.

Nous avons parlé directement avec le chef et la directrice, qui prennent argument d'une contradiction de la loi avec leur devoir de maintien de la sécurité de la prison, ainsi comme des ordres directs des responsables de la direction régionale de l'administration pénitentiaire. Alors, l'administration pénitentiaire devient législateur et décide si la loi est applicable ou non. Et, ils confirment que malgré la loi, ils maintiendront ces pratiques.

Nous constatons une fois de plus que la prison de Fresnes ne respecte pas les droits des détenus et que l'AP ignore même les lois françaises si elles sont contre ses intérêts. Nous constatons que tout cela est commis en totale impunité, encadré dans ce trou noir qu'est la prison.

C'est pour cette raison que nous nous adressons à vous, en tant que collectif proche de la réalité des prisons, pour dénoncer ces faits et pour vous demander de faire ce qui est dans votre pouvoir pour nous aider à changer cette situation qui nous oblige à nous humilier jour après jour.

Avec l'espérance que vous ferez de votre mieux, je vous remercie et vous prie d'agréer mes salutations les plus distinguées.

Zorion Salsamendi Abad

MA de Fresnes – Allée des Thuyas
94261 Fresnes Cedex

Charlie Hebdo

a le feu au derrière



VOILÀ BIEN LONGTEMPS que je n'avais pas acheté ce journal. L'affaire du débarquement de Siné m'avait un peu décidé à comment dire? Couper le cordon! M'avait aussi laissé un goût amer. On n'abandonne pas si facilement le journal de vos vingt ans, un journal qui fait rire, qui fait rien qu'à se moquer, qui met son cul à la fenêtre, qui ne prend pas, comme on dit, la raie de ses fesses pour le méridien de Greenwich. Un journal dont plein de dessinateurs et de rédacteurs sont venus causer dans les micros de Radio libertaire. Et puis voilà qu'au nom du sacro-saint droit au blasphème, pour de rire, pour la déconne, pour faire un peu grincer des dents, pour un peu entretenir son esprit libertaire qu'il abandonnait parfois, voilà donc qu'une fois encore il publie un dessin, et peut-être même plusieurs, représentant Mahomet. Je ne l'ai pas acheté. Pas trouvé. N'as pu. Le crime absolu donc. Représenter le prophète, je te raconte pas. Mais les sombres crétins qui ont mis le feu à la rédaction, eux non plus ne l'ont pas lu, ça n'était pas encore dans les kiosques à cette heure-là. Ça n'a jamais dû leur arriver de le lire d'ailleurs, ni même de lire autre chose. Faire crâmer un journal qu'on n'a pas lu! Trop cons, trop nuls,

trop avachis, trop avariés, ces gens-là puent des pieds, sentent le dessous-bras pas frais. Ces gens sont des nazillons, ne méritent rien d'autre que le mépris et le mollard dans la gueule.

Je ne gloserais pas sur la défense de la liberté d'expression, mais est-t-il vraiment besoin de le faire dans *Le Monde libertaire*? Plein d'autres l'ont fait aussi bien que moi, même mieux si ça se trouve. Et puis des gros, des Marine Le Pen, des Claude Guéant, des Christine Boutin. Ouais: allez le droit de se faire traîner dans la merde revendiqué par toutes ces bouches en cul de poule, qui n'ont que la démocratie à la bouche! Le bonheur, si ce n'était pas si tragique! Obligés de dire du bien de ce qu'ils détestent. Pas mal.

On a donc voulu faire brûler un journal. Un autodafé ça s'appelle. Soyons un peu politiquement incorrect: on commence par faire brûler un journal et on finit par brûler des juifs. C'est inacceptable', condamnable', intolérable', c'est tout ça. C'est surtout parfaitement obscène, un truc à vomir. Que ces faux-culs d'hommes et de femmes publics arrêtent. Personne n'aime la caricature, personne n'aime qu'on se foute de lui en public.

Enfin j'aimerais parler de ceux qu'on n'a pas entendus quand soudain: « Dans la salle,

l'odeur des excréments atteint inmanquablement le spectateur, mais hier soir, c'est dès leur entrée dans le hall d'accueil que les convives se bouchaient le nez. » Un groupe de jeunes intégristes chrétiens hostiles au spectacle avait lancé des boules puantes et tentait de barrer l'entrée du théâtre avec force cris et fumigènes. La police était au rendez-vous, filtrant chaque personne qui pénétrait dans le théâtre, et la représentation fut reportée de 45 minutes. Il ne s'agit pas là d'un journal qu'on aimerait bâillonner mais d'une pièce de théâtre, un événement culturel, à Paris, dans la capitale, et oui, on n'est pas n'importe qui!

En gros, c'est la même farine, le même calibre, la même équipée sauvage et religieuse qui ne supporte pas qu'on ne puisse pas penser comme eux. En caricaturant, j'allais écrire que ça se vaut, les uns utilisant la boîte d'allumettes et les autres les farces et attrapes. Ils ne supportent pas, ne tolèrent pas, ne veulent pas mais qu'ils soient bien convaincus, ici, à cette place, que nous non plus, nous ne supportons pas, nous ne tolérons pas, nous ne voulons pas d'eux!

Emile Vanhecke

Enfin !



Jean-Marc Raynaud

Un peu d'histoire

1959. Création d'ETA par cinq jeunes dissidents du PNV (part nationaliste basque, conservateur bourgeois), dont Iulen de Madariaga. Franco est au pouvoir. Le pays basque espagnol, qui avait pris le parti de la république en 1936, est littéralement colonisé. Interdiction de sa langue. Exploitation éhontée du pays et de ses travailleurs. La guerre d'Algérie bat son plein. Ces jeunes gens voulaient libérer leur pays et y instaurer le socialisme.

1968. Premier attentat mortel attribué à l'ETA.

1973. Pulvérisation de l'amiral Carrero Blanco, chef du gouvernement et successeur pressenti de Franco. Ici et ailleurs, on fait péter le champagne.

1975. Mort de Francisco Franco. Dans son lit.

1977. Amnistie des prisonniers politiques hormis ceux condamnés pour terrorisme. La démocratie bourgeoise est, une fois de plus, pitoyable !

1978. Création de Herri Batasuna, bras politique d'ETA.

1979. Approbation du statut d'autonomie du pays basque espagnol.

1980. Premières élections au parlement basque, remportées par le PNV.

1983. Apparition des GAL, organisation para-policière qui, en quatre ans, assassina 14 militants d'ETA.

1986. Assassinat par l'ETA de Dolorès Gonzalez Catarain, alias Yoyes. Elle avait intégré ETA début des années soixante-dix. C'était la première femme membre de la direction. En 1980, en désaccord avec la ligne « dure » du moment, elle quitte ETA et se réfugie au Mexique. En 1984, elle obtient, en France, le statut de réfugié politique. Le 11 novembre 1985, elle décide de rentrer en

Espagne avec son mari et son fils. Pour continuer son combat, mais d'une autre manière qu'auparavant. Le 10 septembre 1986, elle est assassinée devant son fils. ETA l'avait condamnée à mort, comme « traître ». Txomin, son ami, le dirigeant historique, exilé en Algérie par la France, n'a pas pu la protéger. Dès ce jour, la petite sympathie que j'éprouvai pour ETA s'est définitivement estompée.

1987. Explosion d'une voiture piégée à l'Hypercor de Barcelone. 21 morts et 45 blessés. ETA affirmera avoir prévenu la police. Naïveté ou crétinisme. Pour moi, la messe est dite.

1997. Assassinat de Miguel Angel. Un simple conseiller municipal du PP (Parti populaire, de droite). Des centaines de milliers de gens crient leur dégoût dans la rue.

2006. Après une trêve, attentat à l'aéroport de Madrid. Deux morts. Deux énièmes innocents. La légitimité d'une lutte comme les tortures subies par les militants ne peuvent plus justifier cette succession d'assassinats imbéciles.

2010. Le 17 mars, le brigadier Serge Nerin est tué à Dammarie-les-Lys. Une fusillade avec la police.

Le 29 mars, déclaration de Bruxelles. Une vingtaine de personnalités, dont cinq prix Nobel de la paix, appellent ETA à déclarer un « cessez le feu permanent et vérifiable ».

Le 5 septembre, ETA dit mettre un terme à ses « actions offensives armées ».

Le 1^{er} octobre, Ekin (agir), l'appareil politique d'ETA, annonce son auto dissolution.

2011. 19 octobre. La « conférence internationale pour promouvoir la résolution du conflit au pays basque » lance un appel à « l'arrêt définitif de l'activité armée » d'ETA.

Le 20 octobre. ETA renonce définitivement à la lutte armée.

Pourquoi cet adieu aux armes ?

L'adieu aux armes que vient de formuler ETA ce 20 octobre 2011 aurait du être formulé il y a déjà longtemps. Dans la décennie qui a suivi la mort de Franco, pour être tout à fait précis. Pourquoi ? Tout simplement parce que la démocratie bourgeoise, c'est très différent d'une dictature fasciste, même si... Parce que la population en avait marre de voir couler le sang. Parce que l'intégration de l'Espagne à l'Europe ouvrait des horizons sur des recompositions transnationales. Parce que le statut d'autonomie du pays basque a, comme en Catalogne, fait bouger les lignes... Tout cela, ETA ne l'a ni vu ni compris. Logique d'une clandestinité qui vous coupe du réel ? Logique militaire aveugle aux évolutions politiques ?

Alors pourquoi aujourd'hui ?

Pour deux raisons essentielles.

La première est qu'ETA a été défait militairement. La collaboration entre l'Espagne et la France a décimé ses rangs. Traqués en Espagne et en France par des flics disposant de moyens de plus en plus sophistiqués (traces ADN, balises Argos, infiltrations, suivis par satellites...), l'organisation est aujourd'hui exsangue. Tout cela était prévisible. Sans base arrière, sans alliés, comme le FLN en Tunisie, au Maroc, sans appui militaire, il n'est pas de lutte armée viable sauf à se complaire dans une charge de cavalerie contre des tanks qui font du tir aux pigeons.

La seconde est qu'ETA a été défait politiquement, en ce sens que ses sympathisants, de plus en plus de ses combattants emprisonnés et même une bonne part du peuple basque, ont décidé de s'affranchir de sa tutelle et de poursuivre le combat sous d'autres formes et d'une autre manière. C'est ainsi que, le 22 mars 2011, les nationalistes

basques, toutes tendances confondues, ont récolté 61 % des voix aux élections régionales. San Sébastien et des tas de villes et villages, sont désormais aux mains de l'émouvance d'ETA.

Et la suite ?

Elle est mathématique.

Comme l'écrit Pierre Hazan (membre du groupe international de contact) dans le journal *Le Monde* du 29 octobre 2011, «le processus de normalisation peut enfin commencer et conduire, à terme, à la légalisation de la formation Sortu, à la remise des armes de l'ETA et à sa dissolution».

Cela mettra sûrement un peu de temps. Mais cela se fera. Les prisonniers seront rapprochés de chez eux. Et des libérations auront lieu, avant une amnistie générale. Devant l'émergence d'une vague politique telle qu'elle s'est manifestée au pays basque espagnol et dont il est clair qu'elle va s'amplifier, l'Espagne comme la France vont se retrouver désarmées. Plus moyen de se cacher derrière le cache sexe de la lutte anti-terroriste pour affronter la revendication nationale. Le peuple basque existe. Il le démontre depuis des lustres dans la réalité de tous les jours. Et il vient de décider de se prendre en main et de se battre sur le seul terrain politique, culturel et social.

Reste à savoir ce qu'il sera fait de cet espoir. Pour l'heure le peuple basque est sorti d'une impasse. Espérons qu'il saura défricher le chemin qui mène du droit à disposer de soi-même à l'a-nationalisme d'une citoyenneté du monde.

Et les anars dans tout ça ?

Dans la lignée de notre camarade vitamine, Michel Bakounine, les anarchistes se revendiquent du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Encore heureux ! Mais c'est quoi un peuple ? Une langue, une culture, un État, une race, une volonté de vivre ensemble ? Et que signifie le droit d'un peuple à disposer de lui-même ? S'agit-il, simplement, de remplacer un patronat par un autre, une police par une autre, une armée par une autre ? Ou bien de libérer, également, le peuple, de l'intérieur, en jetant les bases d'une révolution sociale ? Et puis, comment se battre pour accéder à ce droit ? Lutte armée, culturelle, sociale, politique ? Et sur quelles bases éthiques ?

Les anarchistes se sont posés ces questions depuis toujours et continuent de se les poser.

La conclusion s'impose d'elle-même. Le droit de chaque peuple à disposer de lui-même n'a de sens que s'il s'inscrit dans le droit de l'individu à disposer de lui-même, d'une révolution sociale et d'une citoyenneté du monde. Le contraire, donc, du crétinisme nationaliste !

J.-M. R.

Sur le flanc

De quelques questions existentielles, ou non...

APRÈS CET ENGOUEMENT

enthousiaste pour les printemps arabes et la victoire très médiatiquement relayée des révoltés tunisiens et libyens, on en reste sur le... flanc. Les votes tunisiens en faveur de l'Ennahda de Rached Ghannouchi et l'adoption par le CNT, en Libye, de la charia – cette Loi islamique qui fonderait le droit musulman – ne lassent pas de surprendre. La réaction de Fairouz Boudali ne se fait pas attendre (sur Nawaat.org) : « Plus douce est l'attente, plus cinglante est la claque. Bonjour nouvelle dictature ! » Elle dénonce le travestissement de la démocratie, elle s'insurge contre la création d'un gouvernement et que soit proposé un candidat unique sans consulter l'assemblée constituante ; elle s'écrie : « Comment pouvez-vous mettre à la tête de la Tunisie quelqu'un qui évoque la possibilité d'appliquer la charia et les châtiments corporels, tels que couper la main des voleurs ? »

On reste, nous aussi, consternés en imaginant la déception de ces révolutionnaires tunisiens, hier émasculés par le sabre des clans maffieux des Ben Ali, et aujourd'hui déjà menacés de viol sodomite par le goupillon des agenouillardistes locaux. S'ils commencent à tomber à quatre pattes devant leur improbable dieu, on est en droit de se demander combien de temps leur faudra-t-il pour qu'ils tombent, à bras raccourcis, sur les femmes peu voilées et les « démocrates » impies ?

Devant des résultats aussi décevants à nos yeux, en cette époque où il est de bon ton d'afficher des certitudes, qu'il me soit ici permis d'avouer une profonde perplexité.

La liberté de culte serait donc le comble de la liberté démocratique pour 42 % des Tunisiens ? Serait-ce le prix à payer pour



réparer la politique anti-islamique de Ben Ali ou les pas de clerc de Khadafi vis-à-vis des barbus ?

Doit-on, comme d'aucuns, y voir une raison de plus de pleurer, non sur la nature mais sur le comportement humain ?

Peut-on se rassurer en pensant que les révolutions n'annoncent jamais la couleur, ne préviennent pas, que leurs gestations, puis leurs issues, sont difficilement prévisibles ?

Aurions-nous sous-estimé la force des habitudes culturelles, des éducations familiales formatées par des siècles de patriarcat, de domination masculine et d'aberrantes superstitions, ou devons-nous évoquer ces routines néfastes du cerveau des *homo sapiens*, ces « mêmes », chers à Richard Dawkins, éternels chausse-pieds à la superstition religieuse ?

Faut-il enfin incriminer notre fâcheuse propension à l'« européenocentrisme » qui fait qu'on ne comprend rien au Proche-orient ? Ou mettre en cause de sombres calculs géostratégiques des grandes puissances, la partialité et la désinformation des médias, le paternalisme, l'islamophobie et les tristes relents colonialistes des gouvernants des pays riches (dont Charlie Hebdo semble avoir fait les frais récemment).

Sans doute y a-t-il eu et y aura-t-il de tout cela, et plus encore. L'ami Mohamed Elkhébir, familier de ces colonnes, nous éclairera peut-être.

Quoiqu'il en advienne des printemps à venir, quelque chose nous souffle d'espérer beaucoup dans le patient acharnement des femmes en révolte – au Proche orient, comme dans le reste du monde – face au sort humiliant qui leur est assigné.

Titata

Ce que nous apprennent les élections en Tunisie

PRÉAMBULE: le jour même où se tenaient les premières élections dites libres en Tunisie, saluées comme telles dans le monde entier, et en particulier par Obama, celui-ci envoyait une importante délégation en Arabie Saoudite, menée par son vice-président Joe Biden, afin de présenter les condoléances américaines à la suite de la mort du prince héritier du trône, Sultan Ibn Seoud. Ce dernier, mort à l'âge de quatre-vingts ans, a été sans discontinuer ministre de la Défense du royaume saoudien depuis 1962, et à ce titre a eu à signer les plus importants contrats d'armement de ces cinquante dernières années. Le royaume d'Arabie Saoudite est l'un des régimes les plus théocratiques et rétrogrades du monde...

Il n'est pas dans les habitudes du *Monde libertaire* de se livrer à des analyses post-électorales: nous avons l'habitude de laisser cet exercice aux médias dominants, qui en font leurs choux gras. Le système électoral n'est qu'un dérivatif servant les intérêts de la classe au pouvoir. Et, contrairement à ce que prétend la doxa, aucun révolutionnaire, jamais, n'est mort pour le droit de vote. Cependant, le contexte particulier de ce qui vient de se passer en Tunisie lors des élections du 23 octobre mérite qu'on s'y intéresse de plus près. On a pu lire et entendre, ici et là, des commentaires catastrophés après l'annonce de la victoire du parti Ennahdha (islamiste): avec près de 42 % des scrutins exprimés en sa faveur, on voyait l'hydre intégriste fondre sur la Tunisie, et la charia s'imposer comme en Iran! Ces Tunisiens en qui nous avions mis tant d'espoir, se révèlent finalement pour ce qu'ils ont toujours été et seront pour toujours: d'indécrottables fanatiques arriérés. Tiens, c'est ce que nous avaient prédit Riposte laïque et Christian Barbier! Après tout, malgré quelques exagérations, ce Ben Ali, il n'avait pas que des défauts. D'autant que les Lybiens, à peine débarrassés de Kadhafi, salement assassiné dans une ambulance, s'en remettaient à la charia pour tisser leur prochaine constitution. Bande d'ingrats, après tous les efforts fournis par l'Otan pour vous libérer!

Reprenons, et calmement. Lors des manifestations tunisiennes de décembre 2010 et

janvier 2011, qui suivirent l'immolation de Mohamed Bouazizi, on ne vit aucun islamiste déclaré; ni d'ailleurs de membre des partis de gauche. Les seuls à s'engager clairement et dès le début, ce furent les syndicalistes de base de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), aujourd'hui bien silencieux. Sinon, le soulèvement a été dès l'origine le mouvement spontané des jeunes tunisiens, non organisés, et qui manifestaient au risque de leur vie (plus de 200 morts, faut-il le rappeler?) pour la liberté, la dignité et la justice sociale, contre le système Ben Ali: pas pour le Coran. Ce n'est que tardivement, vers le 9 et 10 janvier que des partis se manifestèrent, et que la jonction entre le petit peuple de l'intérieur et la classe moyenne des villes riches de la côte se fit. Et s'est encore à la volonté de ce petit peuple (petit par la misère, grand par la lutte et l'espoir) que l'on doit, après la chute de Ben Ali le 14 janvier, la mise au ban du parti unique, la démission d'une bonne partie de l'ancienne clique au pouvoir et la convocation d'une constituante. Et dès l'annonce de l'organisation de l'élection, initialement prévue en juillet puis repoussée au 23 octobre, on a pu voir les appétits électoralistes entrer en scène. L'organisation islamiste Ennahdha a pu et a su profiter de son exceptionnelle implantation: depuis vingt ans, les membres non exilés de ce parti, ont souffert de la répression, plus que tout autre mouvement d'opinion: 30 000 personnes, soupçonnées d'appartenir au courant islamiste, ont été à un moment ou à un autre emprisonnées, torturées, mises au ban. Beaucoup de familles, la plupart modestes ou pauvres, ont eu un des leurs en prison pour appartenance réelle ou supposée à Ennahdha. Une très faible partie de l'opposition laïque à Ben Ali s'en ait ému (comme par exemple l'avocate Radhia Nasraoui, épouse du dirigeant du Parti ouvrier communiste tunisien Hama Hammami, et Moncef Marzouki qui dirige aujourd'hui le Congrès pour la république), quand certains s'en sont même félicités, avant que la machine répressive ne se retourne contre eux. Et puis, pendant très longtemps, les opposants laïques de gauche ne développaient que la thématique des droits de

l'homme: rien, ou presque rien sur les problèmes sociaux. Une certaine forme d'élitisme même, avec des discours uniquement tournés vers la classe moyenne, la petite bourgeoisie, et l'opinion européenne. Comme si, en Tunisie comme en Europe, la classe ouvrière, les prolétaires, avaient disparu... Pendant toute la campagne électorale, alors que les islamistes labouraient le terrain d'une opinion populaire déboussolée par la profusion électorale (plus de 100 listes autorisées!), les partis dits modernistes et laïques se disputaient loin de la population, sûrs d'eux et de leur bons droits. Pas ou très peu de travail de terrain, discussions interminables sur des sujets de hautes volées et rien sur la justice sociale ou la redéfinition du modèle social. Alors, plus que de la victoire (relative) des islamistes, il faudrait parler de la défaite (relative) des laïques de gauche. Relative, car les modalités de ces élections à la proportionnelle font qu'il y aura obligatoirement des alliances post-électorales pour pouvoir faire un gouvernement. Déjà se dessinent des alliances improbables entre islamistes et partis de gauche. Des islamistes prêts à faire certaines concessions, face à des laïques attirés par les ors des palais du gouvernement. Il est aujourd'hui très risqué de faire des pronostics sur ce que sera le mode de gouvernement à venir en Tunisie dans les prochaines semaines. On peut déjà noter que les dirigeants d'Ennahdha ont tenu, dès l'annonce de leur victoire, à rassurer les partenaires économiques étrangers: l'islamisme est parfaitement compatible avec le marché, comme le montre l'AKP turque, dont Ennahdha prétend suivre l'exemple, du moins dans ses discours publics. Et les bourgeois détenteurs de capitaux sauront s'allier avec lui pour peu que leurs intérêts soient préservés... Le peuple tunisien ne s'est pas pour autant transformé du jour au lendemain en une masse fanatisée: des années de luttes s'ouvrent que ne sauraient réduire plusieurs élections, aussi démocratiques soient-elles.

Mohamed

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Espagne

Avant les élections



Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard de la
Fédération anarchiste
(Avec un gros coup de main de
la presse libertaire espagnole)

LE 20 NOVEMBRE, les Espagnols sont de nouveau appelés aux urnes pour des élections législatives anticipées. En pleine crise financière, les partis politiques s'efforcent de convaincre la population qu'un changement de gouvernement peut modifier la situation. Malgré le chômage et le maintien de la spéculation comme base du système, une fois de plus les uns et les autres nous parlent de solutions pour sortir de la crise. Ils oublient de dire que le nouveau gouvernement qui se mettra en place le 21 novembre à Madrid, n'aura que très peu de marge de manœuvre pour engager des actions contre la crise. On se rend de mieux en mieux compte que le centre décisionnel ne se trouve pas à Madrid mais à Bruxelles, où se concoctent au gré des réunions, de nouvelles mesures absolument dépourvues de contenu social en faveur de la population (pourtant en partie composée d'électeurs).

L'actuel gouvernement socialiste de Zapatero a dû se plier entièrement aux exigences de la Banque centrale européenne. Une modification «express» de la Constitution espagnole a même été nécessaire pour garantir aux prêteurs étrangers que le remboursement de la dette sera pour l'Espagne une priorité avant toute autre dépense, reconnaissant ainsi de fait que les intérêts des puissances financières passent bien avant les besoins des personnes et ce, quoiqu'il arrive à l'avenir. Ceci révèle dans quelle situation se trouve la fameuse «souve-

raineté nationale» face au pouvoir du monde financier, et la faible marge de manœuvre des gouvernements de chaque pays.

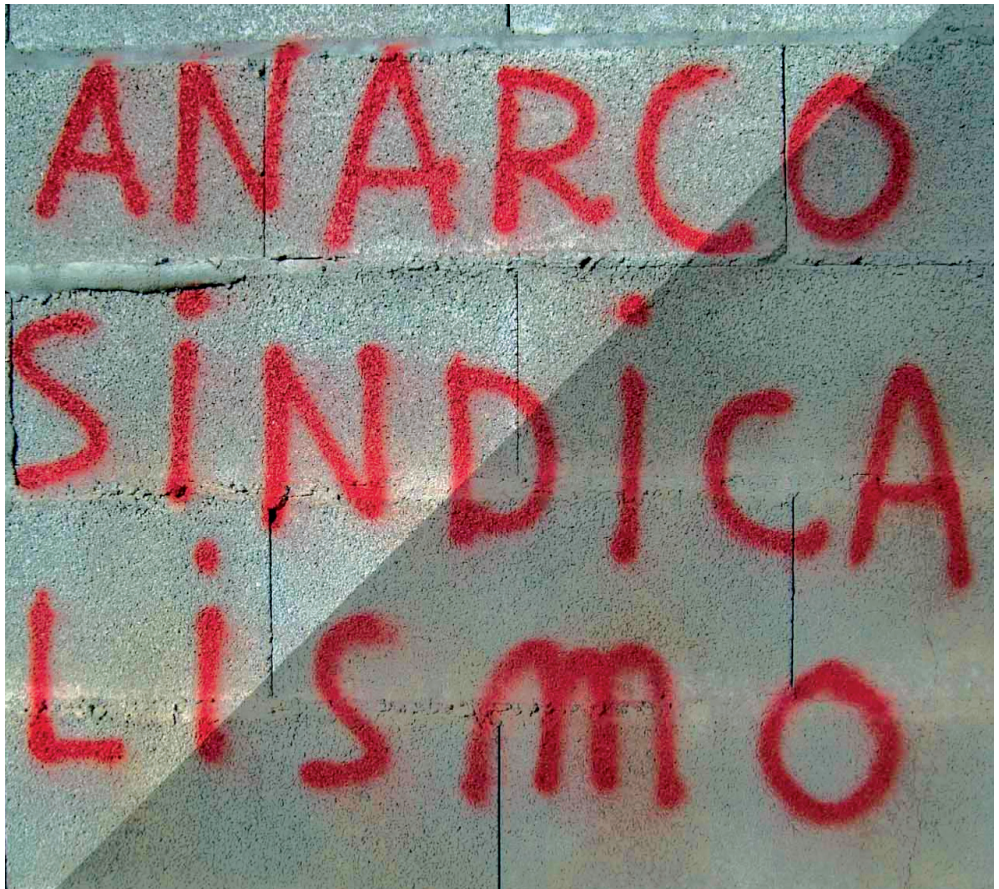
Les deux principaux partis PSOE et PP (Parti socialiste ouvrier espagnol et Parti populaire) prétendent chacun former un gouvernement qui ne procédera pas à de nouvelles coupes budgétaires. Nous sommes là en pleine démagogie : le PP propose une nouvelle réforme du travail et il serait étonnant – ce serait même la première fois – qu'une «réforme» ne se traduise pas par des coupes budgétaires et des suppressions de postes dans la fonction publique. Le PSOE lui, prétend avoir des solutions pour sortir le pays de la crise ; que ne les a-t-il pas fait connaître avant puisqu'il est au pouvoir depuis sept ans. Rubalcaba, le nouveau candidat socialiste affirme sans rire que ce qui n'était pas possible il y a quatre mois le sera dans deux. Démagogie encore. Qu'on le veuille ou non la crise (leur crise) n'est pas derrière nous et le pire est à venir. Les partis ne contrôlent rien, et les gouvernements qu'ils forment sont aux ordres des marchés financiers. En fait la question posée par toute la classe politique pourrait se résumer par : «Voulez-vous prolonger votre servitude volontaire afin de sauvegarder les intérêts du capitalisme ?»

Trente-cinq ans après la mort du dictateur Franco, la démocratie bourgeoise espagnole gérée alternativement par la droite et la gauche, n'a été qu'une longue série d'at-

teintes aux conquêtes sociales des travailleurs, de licenciements abusifs, aggravant la précarité de l'emploi, décidant la diminution des pensions, renforçant la soumission à l'autorité des patrons avec une législation du travail au service des intérêts de ces derniers. Toutes les réformes (comprenez atteinte aux droits des travailleurs) de ces dernières années n'ont été possibles qu'avec la complicité du syndicalisme institutionnel représenté par l'UGT et les CCOO (Union générale des travailleurs et Commissions ouvrières), et ont débouché sur la situation actuelle : 5 millions de chômeurs plus 2 millions de familles sans emploi et donc condamnées à la misère et à l'exclusion sociale, des centaines de milliers de personnes qui ont déjà perdu leur logement, 13 millions de salariés (pour les « chanceux » qui travaillent) qui ont un revenu annuel inférieur à 12 000 euros, gel du montant des pensions, privatisation et spoliation du patrimoine public, coupes budgétaires dans les services publics (notamment santé et éducation).

Devant cette situation les centrales anarcho-syndicalistes ne participeront évidemment pas à la farce électorale du 20 novembre et proposent l'abstention active face aux élections politiques en appelant à la mobilisation sociale contre les injustices. De l'autre côté des Pyrénées nos camarades dénoncent l'autoritarisme de l'État et la privatisation par les capitalistes des richesses produites grâce aux travailleurs. État et capitalisme se confondent chaque fois un peu plus : dans chaque pays les gouvernements gèrent les intérêts du capital et le capitalisme se sert des structures étatiques pour se perpétuer. Sans la suppression de ces deux forces, un autre monde excluant injustice et exploitation n'est pas possible. En conséquence de quoi, il n'y a rien à attendre des prochaines élections étant donné que la classe politique n'a ni l'intention, ni même la possibilité de faire quoique ce soit en direction de la justice et de l'égalité sociale. Nos camarades réaffirment que c'est la mobilisation sociale qui est seule capable de transformer cette société en quelque chose valant la peine d'être vécu. Ils rappellent que le droit et les lois sont des outils aux mains du pouvoir et non des travailleurs. Il y a mieux à faire que d'aller voter : continuer la lutte pour l'avènement d'une société où n'auront pas leur place l'exploitation de l'homme par l'homme, la destruction du milieu environnemental ou l'injustice sociale.

Pour toutes ces raisons les centrales anarcho-syndicalistes lancent un appel à leurs adhérents et sympathisants, à la classe ouvrière et aux citoyens en général, pour qu'ils manifestent leur rejet du système en place au moyen de l'abstention consciente et active. Pour cela une semaine de mobilisation contre le Pacte social et pour la grève générale est toujours prévue du 14 au



18 novembre. C'est pour cela que la CNT, la CGT espagnole et Solidaridad Obrera estiment positives les manifestations de colère et d'indignation qui se produisent actuellement dans les rues et les places de tout le pays, et œuvrent ensemble à préparer et à proposer de nouvelles actions unitaires.

Certains appellent à voter pour les partis «à la gauche de la gauche» afin de faire pression sur le PSOE et l'obliger à appliquer une véritable politique de gauche ; mais quand ces partis ont eu des opportunités soit avec le PSOE, soit seuls, dans les mairies ou les gouvernements autonomes, rien n'a changé. Après les élections du 20 novembre, rien ne changera non plus. Si l'on veut que tout continue ainsi, alors il faut voter. Mais si l'on veut que les choses changent, alors il faut lutter, récupérer sa conscience de classe, dépasser les partis qui prétendent nous représenter. L'abstention que préconisent nos camarades espagnols ne consiste pas seulement à ne pas voter, mais à refuser de maintenir en place le système actuel en le combattant sur tous les terrains, au travail, dans la rue, dans les quartiers, en créant des réseaux de solidarité et d'entraide en s'impliquant dans toutes les formes de lutte : en tant que consommateurs en recherchant des formes de consommation basées sur la collectivité et non sur les multinationales, et en tant qu'individus en refusant d'être simples spectateurs de l'effondrement du capitalisme, mais acteurs de la construction d'une nouvelle économie et d'une nouvelle façon d'établir des relations entre nous en gérant notre vie.

L'abstention prônée par nos camarades est le refus de maintenir le système en place. L'abstention active est une action continue qui se construit chaque jour sur tous les fronts indiqués précédemment. L'abstention représente une rébellion contre le mensonge qui consiste à qualifier le peuple de «souverain» au prétexte qu'il peut désigner ses représentants tous les quatre ans. Rébellion aussi contre un système politique élaboré pour garantir les privilèges de la classe dominante sur la masse des «gouvernés». Quant au vote blanc ou nul l'abstention est également prônée car c'est la seule option qui ne légitime pas le système «démocratique». Voter blanc ou nul peut se résumer à l'idée qu'il n'y a aucun candidat méritant d'être élu, mais le simple fait de participer aux élections est une reconnaissance et une légitimation du système représentatif. Quels que soient les candidats ou les partis, le droit de chaque individu à participer à la gestion des intérêts communs ne peut être délégué à quelques-uns, qui de plus ont été sélectionnés au préalable par ceux qui détiennent le pouvoir réel.

Nos camarades libertaires résument ainsi leur objectif : «Le défi que nous devons relever n'est pas de choisir un bulletin de vote le 20 novembre, mais de créer une structure sociale qui nous permette de nous libérer du système capitaliste et ceci est un travail qu'aucun gouvernement ne peut accomplir. Pour cette tâche, l'union est notre seule défense et aussi notre seule stratégie d'attaque. Nos aspirations ne tiennent pas dans leurs urnes.»

R. P.

Les voix **incarcérées** du Chiapas

« *Tant qu'il reste un homme en prison, je ne suis pas libre.* »
Eugene Debs



DEPUIS LA CRÉATION, en 2006, de l'Autre Campagne – vaste mouvement impulsé par l'EZLN et rassemblant les luttes populaires anticapitalistes du Mexique –, nombreux sont ses adhérents qui, pour avoir lutté contre le capitalisme et ses avatars, vivent aujourd'hui derrière les sinistres barreaux des geôles d'un pouvoir qui, par essence, ne saurait tolérer la moindre contestation un tant soit peu trop radicale. Les traitements subis par ces compagnes et compagnons incarcérés font froid dans le dos, la direction et les matons s'étant mis en tête de les dissuader de reprendre un jour la lutte. Entre violences et mépris, interdictions de visites et bouffes dégueulasses, ces prisonniers politiques vivent l'enfer au quotidien, dans un isolement oppressant et anxigène qui, sans une haute conception de la dignité, aurait déjà eu raison d'eux. Voici ce que raconte, dans une lettre datée du 16 octobre, la prisonnière Rosa López Díaz : « Ils m'ont arrêtée arbitrairement le 10 mai 2007 avec mon époux Alfredo. Ils nous ont accusés d'un délit que nous n'avons pas commis. Nous avons souffert de traitements inhumains tels que la torture physique, psychologique et des menaces de mort. Le plus triste de tout cela, c'est que j'étais enceinte de quatre mois et à cause de la torture dont j'ai souffert, mon fils est né malade avec une paralysie cérébrale et il est comme mort, mais en vie. »

Afin d'en finir avec l'inacceptable et de tisser un petit voile d'espoir, certains s'organisent pour lutter de l'intérieur et tentent, comme ils peuvent, de porter leur combat au-delà des murs. Et c'est le cas, notamment, de onze prisonniers de la prison dite « Centre pour la réinsertion sociale des condamnés (CERSS) » de San Cristobal de Las Casas, au Chiapas. Appartenant aux associations La Voix de l'Amate, Les Solidaires de la Voix de l'Amate, Les Voix innocentes ou à la section de l'Autre Campagne de Mitztón, ces onze prisonniers encourent entre 27 et 60 ans de prison pour des faits qu'ils n'ont jamais commis. Depuis le 29 septembre dernier, sept d'entre eux ont entamé une grève de la faim et quatre ont commencé un jeûne quotidien de 12 heures pour réclamer leur libération immédiate et l'abandon des charges à leur encontre.

À l'heure qu'il est, leur action dure toujours ; excepté pour l'un d'entre eux, le professeur Alberto Patishtán Gómez, subitement transféré, le 20 octobre dernier à 2 h 30 du matin, dans une prison fédérale de haute sécurité, un type de taule particulier que les Mexicains ont coutume d'appeler « prison d'extermination » : 23 heures en cellule, une visite familiale tous les trois mois et aucun droit au courrier. Principal leader de la contestation actuelle au sein du CERSS, porte-parole de plusieurs prisonniers, nul ne doute que les autorités l'ont déplacé dans l'espoir d'affaiblir le combat en cours et d'effrayer ses camarades de lutte. D'autres moyens de pressions sont aussi utilisés contre les grévistes, en témoigne cet extrait de la lettre de Rosa López Díaz : « Aujourd'hui j'en suis à dix-huit jours de jeûne de douze heures par jour. Ces jours ont été accompagnés de menaces, celles de me retirer mon fils. Le harcèlement est constant de la part de l'administration pénitentiaire féminine. Ils me prennent en photo tout le temps. Même quand je suis en cellule, un psychologue du nom de Tomas Trejo Lievano vient me harceler et me prendre en photo dans le but de me faire abandonner le jeûne. »

Mais penser pouvoir ainsi les faire plier, c'est sous-estimer leur témérité et leur courage. Non seulement les grévistes n'entendent pas baisser les bras, mais ils sont plus que jamais déterminés, et ce malgré un état de santé alarmant qui ne cesse d'empirer.

Dans un communiqué rédigé le 20 octobre, ils affirmaient à l'unisson : « Avec dignité, nous exigeons la justice et la liberté immédiate qui nous ont été volées. Nous disons aussi que nous continuerons la grève de la faim, qui, comme nous l'avons déjà dit, durera un temps indéfini. Nous exigeons le respect de notre intégrité physique, car dans l'état où nous sommes, à cause de la grève de la faim, notre santé se détériore de jour en jour. »

Leur lutte continue donc, et leurs familles appellent les soutiens internationaux à se battre pour faire connaître leurs actions et leurs exigences : « Nous lançons un appel urgent aux personnes de bon cœur, à l'Autre Campagne, à tous et toutes celles et ceux qui marchent en bas et à gauche, à se solidariser et à manifester à leur manière et dans les lieux où ils se trouvent, le plus tôt possible. » En France, plusieurs actions ont déjà été menées, et, chose primordiale, l'information semble plutôt bien circuler. Mais le combat n'est pas terminé, et nous nous devons de rester à l'écoute des paroles qui, régulièrement, s'évadent de la prison de San Cristobal de Las Casas.

Au-delà d'une lutte immédiate contre l'enfermement carcéral, l'obtention de la libération sans conditions des prisonniers politiques s'inscrit dans la vie et le développement d'un combat plus vaste : celui de la construction de l'autonomie au Mexique, d'une société émancipée où tout un chacun est partie prenante d'une gestion sociale, garantissant liberté et égalité. Au risque de radoter, rappelons que la lutte des zapatistes et, plus largement, de l'Autre Campagne sont exemplaires à bien des égards, et porteuses d'espoir pour le mouvement révolutionnaire international. Or, depuis quelque temps, l'enthousiasme militant des premières années suivant le soulèvement, descend en flèche, laissant se pointer le risque d'un isolement croissant d'une lutte en proie à une répression constante et violente. Les altermondialos du début ont en grande partie déserté le terrain, essayons, quant à nous, d'y rester, non sans entretenir pour autant un regard critique sur les aspects qui l'exigent. La solidarité internationale ne doit pas sombrer dans les travers du Spectacle, construisons-là au quotidien.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste



Histoire

«Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place.» **Inconnu**

Naissance d'une politique anarchiste

L'abstentionnisme et le vote protestataire avant la Commune (1863-1871)

Claude Fréjaville

PROUDHON avait dénoncé l'illusion d'une révolution qui se contenterait d'un changement de régime politique : « Absolutistes, doctrinaires, démagogues et socialistes, tournèrent incessamment leurs regards vers l'autorité, comme vers leur pôle unique. De là cet aphorisme du parti jacobin, que les doctrinaires et les absolutistes ne désavoueraient assurément pas : la révolution sociale est le but ; la révolution politique (c'est à dire le déplacement de l'autorité) est le moyen. Ce qui veut dire : donnez-nous droit de vie et de mort sur vos personnes et sur vos biens, et nous vous ferons libre ! Il y a plus de six mille ans que les rois et les prêtres nous répètent cela ! » Et, il concluait tout au contraire que « la révolution politique, c'est à dire, l'abolition de l'autorité parmi les hommes, est le but ; la révolution sociale est le moyen ». (Confessions, Tops, p. 36) Cette interversion du politique et du social fut l'occasion d'une polémique décisive avec les socialistes en 1849 sur la question de l'État. Le « parti de la révolution » provoqua une scission durable parmi les socialistes révolutionnaires et donna naissance au mouvement anarchiste.

Proudhon et les élections : le dévêtissement de la politique

L'idée abstentionniste se lit en filigrane de l'élaboration théorique de l'anarchisme proudhonien de 1840 à 1863. Proudhon écrivait après 1848 qu'« en ne votant pas, la démocratie socialiste frappait le monde par un acte éclatant de scepticisme politique ; elle adjurait son gouvernementalisme ; elle se grossissait de toutes les abstentions et quadruplait ainsi sa force numérique. » Pourtant, l'anarchiste s'était fait élire en 1848 pour porter au parlement l'idée d'une réforme économique radicale. Plus tard il écrira : « Je suis tenté de croire que mon élection, en juin 1848, a été l'effet d'une méprise de la part du peuple » (Confessions,

p. 145). À l'occasion de l'élection présidentielle du 10 décembre 1848, il proposait de voter Raspail inéligible : « Nous le présentons... non parce qu'il est ou se croit possible, mais parce qu'il est impossible ; parce qu'avec lui la présidence, image de la royauté, serait impossible » (Manifeste électoral du Peuple) et il se brouille définitivement avec la gauche qui présentait un candidat. Aux législatives du 13 mai 1849, désigné candidat malgré lui, il fut battu de peu. Enfin, par pure bravade, en sortant de prison en 1852, il conseillait de voter pour faire face à l'Empire après avoir lui-même décliné toute candidature. Son attitude, curieusement électionniste, s'explique ici par le profond mépris qu'il affichait vis-à-vis des outragés de la gauche en exil qui refusaient, avec indignation, le serment après avoir accepté la présidence. En 1857, il est abstentionniste et il avouera dans *Les démocrates assermentés* s'être trompé en 1852 : « À ceux qui me reprocheraient ces lenteurs de résolution, je dirai pour toute excuse que je n'ai pas le don de première vue ; que plus un homme a contracté l'habitude de la réflexion et de la dialectique, moins il est capable de prendre une résolution soudaine ; qu'en tout cas, si je n'ai pas ici fait preuve d'un esprit prompt, j'ai du moins fait acte de loyauté et de désintéressement. » (*Les démocrates assermentés*, p. 33) À l'apogée de l'anarchisme quarante-huitard, Proudhon est abstentionniste par « indifférentisme », pourrait-on dire, en se moquant d'être ou non candidat et en appelant même à voter pour se distinguer des hommes de 1848. Mais, après le coup d'État de Napoléon III, il écrit : « La politique, primée, subalternisée par l'économie, mais s'obstinant à garder une position distincte, supérieure, impossible : voilà le secret de notre situation, et ce qui m'oblige, malgré toute la délicatesse du sujet à faire en ce

moment acte de politique... » (La Révolution sociale, Rivière, p. 116) Mais, une politique anarchiste ne pouvait être qu'une politique négative: «Ainsi, au rebours de ce que supposent généralement les réformateurs et révolutionnaires, l'humanité, en ce qui touche ses formes primitives et son organisation préparatoire, ne marche point à des reconstitutions; elle tend à un dévêtissement, si j'ose me servir de ce terme, à une désinvolture complète.» (p. 148) C'est ainsi qu'excédé par l'obstination du pouvoir, il encourageait une liquidation politique pour rompre avec les illusions de la démocratie parlementaire. C'est ce refus politique qui va nous conduire à l'abstention motivée de 1863 et à sa conception du suffrage universelle ou constitution sociale qu'il nomme aussi «anarchie positive» ou fédéralisme.

L'abstentionnisme proudhonien : naissance du mouvement anarchiste

Dans *La Justice*, Proudhon remarquait que «le plus sûr est de nous en tenir au mot du fou royal : que ferais-tu, sire, si, quand tu dis oui, tout le monde disait non ? Faire accoucher de ce Non la multitude, c'est tout le travail du bon citoyen et de l'homme d'esprit.» (Fayard, T II, p. 740) Proudhon

consacre trois ouvrages théoriques à la systématisation de l'anarchisme politique : Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution (février 1863), Les démocrates assermentés et les réfractaires (avril 1863) et De la capacité politique des classes ouvrières (publié après sa mort en 1865), où il développe l'idée d'une sécession libertaire antipolitique et préconise l'abstention aux élections. Claude Harmel écrit : «Son anarchie ne consistait plus à résorber le politique dans l'économique. Il concevait désormais une politique anarchiste.» (Histoire, Champ libre, p.311) Et en effet, Proudhon déclarait lui-même : «Bien que notre ère révolutionnaire date déjà de soixante-quatorze ans, nous sommes, pour ainsi dire, nouveau nés à la vie politique.» (Les démocrates, Rivière, p. 34) Le 31 janvier 1863, il écrit à Buzon : «Tandis que la vieille démocratie recommande sa petite agitation parlementaire, j'invite les hommes de conscience et d'énergie à réfléchir, puis à se décider, et, une fois décidés, à faire montre de leur opinion dans toutes les occasions qui leur seront offertes. Il existe en France certainement des éléments de fédéralisme : il faut les grouper.» Il convient de noter que cet abstentionnisme proudhonien n'est pas, comme on l'écrit souvent, circonstanciel. C'est tout le

contraire, il le dit lui-même : «Je me déclarai, dans un écrit de circonstance, partisan du vote » (Les démocrates, p. 31). Et il se sépara avec peine, de son ami et collaborateur Darimon, qui avait pris pour règle de conduite son provoquant appel au vote de 1852. Or, par l'abstention, Proudhon pensait avec raison pouvoir se distinguer des démagogues, que Bakounine nommera très justement des endormeurs, qui avaient souhaité une limitation du gouvernement et une simplification du pouvoir en centralisant encore plus l'autorité et en renforçant l'État qu'ils prétendaient combattre. «Ce sont ces restaurations de l'autorité, entreprises en concurrence de l'anarchie, écrivait Proudhon, qui ont récemment occupé le public sous les noms de législation directe, gouvernement direct... » (Idées générales de la révolution, Garnier, p. 113). Cette prétention fait encore, de nos jours, le fond de toutes les politiques socialiste et social-démocrate.

L'ouvrier Tolain avait publié le 17 février 1864, son fameux Manifeste des soixante et lançait l'idée des candidatures ouvrières dont les élus «combleraient une lacune au corps législatif où le travail manuel n'est pas représenté». Proudhon rendra ce texte célèbre dans la *Capacité politique des classes ouvrières*, mais en maintenant ferme sa consigne abstentionniste : «Il faut avant tout qu'elle (la classe ouvrière) sorte de tutelle, et que, sans se préoccuper davantage de ministère ni d'opposition, elle agisse désormais et exclusivement par elle-même et pour elle-même.» (De la capacité politique des classes ouvrières, éd. FA, T II, p. 234). Proudhon resta néanmoins isolé et s'entoura d'un comité abstentionniste qui n'eut pas le succès espéré, il en conviendra lui-même; mais, après sa mort en janvier 1865, les jeunes socialistes révolutionnaires reprendront ses idées en se lançant dans la lutte contre l'Empire.

Les votes de protestation de 1869 à 1870 : Prélude de la Commune

À l'occasion des élections législatives de 1869, les proudhoniens constituent des comités abstentionnistes inspirés par la politique anarchiste de 1863. «Notre mot de passe, à nous fédéraux ou socialistes, car c'est tout un, c'est encore une fois en 1869 comme en 1863; c'est abstention! ou vote par bulletin blanc!» écrit J. Buzon Jeune, dans une brochure de 1869. Auguste Vermorel répète : «Il faut à tout prix sortir du cercle vicieux de la politique.» Et : «Il faut que la société fasse un retour sur elle-même et qu'elle reprenne possession de la direction de ses intérêts qu'elle a abandonnée aux partis. Il importe de substituer partout l'initiative sociale à l'initiative politique.» (Les Vampires, p. 156-159). Mais, comme en 1863, la tactique de l'abstention ne sera pas suivie par les masses. Pour être entendus, les antiautoritaires présenteront alors de curieuses candidatures «de l'abstention», nous dit Gustave Lefrançais dans ses *Souvenirs*, pour servir de propagande au socialisme révolutionnaire. En 1869 une certaine confusion subsistait avec les candidatures ouvrières, ainsi l'ouvrier typographe rouennais Émile Aubry qui avait voté blanc



Pierre-Joseph Proudhon

en 1863, prenait pour épigraphe de sa profession de foi de « candidat ouvrier » cette phrase de Proudhon : « Si les ouvriers, en 1869, votent encore pour leurs patrons politiques, ils retardent leur affranchissement de cinquante ans. » Mais, les abstentionnistes avaient changé une chose : il ne s'agissait plus d'être représenté au parlement, les candidats ouvriers se mêlaient aux candidatures de protestation en affirmant la scission du peuple et le renversement de la politique.

Lors du plébiscite du 8 mai 1870, l'abstention s'imposait à nouveau aux révolutionnaires et le manifeste anti-plébiscitaire était sans ambiguïté : « Si vous voulez affirmer la république démocratique et sociale, le meilleur moyen, suivant nous, c'est de vous abstenir ou de déposer dans l'urne un bulletin inconstitutionnel, — ceci dit sans exclure les autres modes de protestation. » Le jurassien James Guillaume écrivait, le 7 mai, dans *La Solidarité* : « Convaincus par l'expérience qu'il n'y a rien à attendre ni du gouvernement, ni de la gauche, ni d'aucun parti politique, ils [les ouvriers français] ont adopté une tactique nouvelle ; et en face du plébiscite, à l'empire qui leur cri : votez oui, — à la gauche qui leur crie : votez non, ils répondent ce seul mot : ABSTENTION. Est-ce à dire que les ouvriers français soient disposés à supporter patiemment l'empire à perpétuité ? C'est tout le contraire. Ils ne veulent ni de cet empire qui les a fusillés en décembre 1851, ni de cette république bourgeoise qui les a fusillés en juin 1848 ; ils ne veulent plus d'aucun gouvernement quel qu'il soit ; ils veulent la destruction de l'État, l'avènement de l'égalité sociale. Et dans leur bouche comme dans la nôtre, ABSTENTION signifie REVOLUTION » (*L'Internationale*, Grounauer, T II, Vol. I, p. 35). Pourtant, les partisans du NON l'emporteront largement, et même la phrase de Blanqui — « votre bulletin de vote, c'est votre fusil » — est alors entièrement retournée. Le slogan insurrectionnel de 1848 était devenu électoraliste (Faure, Dalotel et Freiermuth, *Aux origines de la Commune*, Maspero). Aussi, à l'occasion des législatives du 8 février 1871, à la veille de la Commune, les abstentionnistes redevenaient « candidats de l'abstention ». La déclaration de principe du comité de la Corderie, regroupant la section parisienne de l'Internationale, la Chambre fédérale des sociétés ouvrières et la délégation des XX^e arrondissements de Paris, n'avaient pas d'intentions ou ambitions électorales mais revendiquaient la « nécessité de l'avènement politique des travailleurs [la] chute de l'oligarchie gouvernementale et de la féodalité industrielle ». Il faut noter que sur les quatre élus (Pyat, Malon, Gambon et Tolain), seul le candidat ouvrier Tolain ne démissionnera pas de son poste et siégera à Versailles durant la Commune (il sera alors exclu de l'AIT). « Contrairement aux orateurs néo-jacobins, aux socialistes réformistes et à ceux qui, bien que socialistes très avancés, estiment pouvoir se servir des radicaux, la plupart des socialistes-révolutionnaires ne considèrent pas les élections comme un moyen pouvant amener la révolution. Ils se servent cependant de la campagne électorale à leurs fins propres, c'est-à-dire comme d'une bonne occasion pour faire de la propagande socialiste auprès des larges masses. C'est dans ce sens qu'il



convient d'interpréter les quelques candidatures socialistes appuyées de réunions du premier tour » écrivent Faure, Dalotel et Freiermuth (*Aux origines de la Commune*, p. 283).

La Révolution et les élections

Il faut dire un mot des élections de la Commune, qui furent d'une certaine manière l'aboutissement de cette propagande révolutionnaire. « Il faut vaincre le pouvoir, en ne lui demandant rien, avait écrit Proudhon, prouver le parasitisme du capital, en le suppléant par le crédit ; fonder la liberté des individus, en organisant l'initiative des masses » (*Confessions*, p. 148). Or l'insurrection parisienne du 18 mars, suivie de l'élection de la Commune le 26 fut, dans une certaine mesure, la consécration de cette idée. Cependant, les historiens s'interrogent à propos des abstentionnistes devenus partisans de la légalité électorale de la Commune de Paris.

L'enjeu des élections d'un conseil communal n'était pas électoral mais bien révolutionnaire : il tenait à la légitimité sociale et démocratique de la révolution fédéraliste car : 1° Il écartait l'instauration d'une dictature révolutionnaire par la force militaire, 2° Il affirmait la légitimité de l'autonomie communale en dehors de l'État, 3° Il court-circuitait le retour des maires et députés de Paris qui prétendaient représenter la légalité parlementaire, 4° Il donnait à la province, l'exemple d'une commune autonome annonçant la future république fédérative. Ainsi, ce fameux « légalisme » était en fait la consécration d'une révolution sociale, non violente et non politique. C'est ce « coup »

démocratique que soutiendra la minorité proudhonienne pour se préserver d'un coup d'État politique. Pour bien comprendre cette attitude des communards, il faut mesurer la détermination révolutionnaire antiautoritaire qui voulait empêcher tout retour aux visés réactionnaires d'un pouvoir déchu, en lui déniait, notamment, toute possibilité de restauration politique. Sans cette « légalité » de la Commune, la révolution sociale était dans l'impasse du coup de force et l'instauration d'une dictature révolutionnaire s'imposait en retombant dans les travers d'une révolution purement politique et autoritaire !

Il convient de distinguer ici la nature même de cette élection, d'une élection politique nationale. La légitimation des communes révolutionnaires marquait la condamnation du centralisme étatique qui était au fondement de toutes les constitutions politiques du pays. C'est aussi pourquoi l'impact de la Commune de Paris sera déterminant pour le mouvement anarchiste international. La section slave, affiliée à la Fédération jurassienne en 1872, révélait dans « une sorte de déclaration de principes » (A. Lehning) cette filiation en ces termes : « Nous ne sommes pas un parti, mais une commune révolutionnaire. Entre la commune révolutionnaire et un parti, il y a autant de différence qu'entre l'anarchie et l'État. De même qu'un État n'est pas l'expression des intérêts du peuple, mais représente uniquement la domination d'une minorité, de même un parti ne peut jamais personnifier les intérêts de la révolution et ne fait que servir les fins et les désirs des individus. Seule l'union des groupes révolutionnaires entièrement libres et autonomes, la fédération des communes révolutionnaires, peut être le représentant de la révolution. » (Lehning, *Archives Bakounine*, T 6, p. LXIX) L'originalité de la révolution communaliste reposait sur l'idée antiautoritaire d'une république universelle fondée sur l'idée fédérative des peuples. On ne peut pas confondre cette recherche de légitimité démocratique par une constitution sociale avec le légalisme bourgeois des élections pour une constitution politique. Ainsi, on ne confond pas la pratique du vote en milieu ouvrier et syndical et la « législation directe » par le peuple. L'abstentionnisme, comme l'avait vu Proudhon, et comme l'adopteront les anarchistes après la Commune, était un rempart contre les ambitions et prétentions politiques des partis qui se fourvoyaient dans le parlementarisme. C'est ainsi que les luttes « politiques », y compris révolutionnaires qui mènent généralement aux dictatures des partis, furent rejetées par les anarchistes au profit des luttes sociales. C'est ainsi que l'abstention systématique fut adoptée, tant que la réalité pluraliste du « suffrage universel » n'est pas libérée de toute représentation politique. C'est là qu'il faut y voir le principe d'une politique anarchiste qui, comme l'écrivait Gaetano Manfredonia, est « notre tactique de toujours » (*Volonté anarchiste* n°40, 1992).

C. F.

Têtes d'orage, têtes d'anar

IL EST DIFFICILE de rendre compte d'un livre divisé en cinq parties qui semblent avoir peu à faire entre elles. Il est pourtant indispensable de le faire, car ce petit livre qui rentrera dans votre poche ou votre sac sans difficulté, vous semblera vite indispensable à votre quotidien. Chaque page, parfois chaque morceau de texte ouvre sur des espaces infinis propres au rêve comme à la réflexion. Avançons ensemble à sa découverte.

«Électrons libres» et «hiérarchie»

Pourquoi, partout où notre regard se pose, y a-t-il des anarchistes ? C'est à cette question que l'auteur répond, enfin qu'il tente de répondre. Il énumère, un à un, tous les endroits, physiques ou intellectuels, où, dans l'histoire, il y a eu des gens qui se sont réclamés des idées libertaires. Cela aurait sans aucun doute été plus rapide de faire la liste des secteurs de la vie d'où l'anarchiste fut absent. Christian Ferrer a une très belle phrase pour résumer cette problématique : «L'anarchiste et le monarque se sont toujours toisés comme des couches géologiques ne se mêlant pas, se reconnaissant et s'étudiant mutuellement tels des cervidés prêts à se jeter l'un sur l'autre à l'heure du brame.» En lisant ce texte d'une bonne trentaine de pages, nous comprenons pourquoi autant nos partisans que nos adversaires sont incapables de rendre compte de ce que sont les idées et les personnes qui incarnent ce que nous appelons l'anarchisme. Il faudrait changer de vocabulaire. Il faudrait utiliser une image biologique. Le monde est en face d'une bactérie protéiforme qui change de nature, de structure, en fonction des rencontres. Qu'il s'agisse de succès ou de défaites, d'avancées ou de reculs, l'anarchisme est là, il s'adapte, il survit, il revit. Les antibiotiques utilisés pour le faire périr le renforcent. Kropotkine nous l'avait dit, dans son refuge londonien à la fin du XIX^e siècle, l'anarchisme c'est le parti de la vie.

«Patagonie» et «Valachie»

Voilà deux pays qui font rêver. Les grands espaces de l'un, le Dracula de l'autre. Mais quel rapport avec l'anarchisme, direz-vous ? Christian Ferrer nous raconte comment Malatesta crut pouvoir trouver dans cette région du bout du bout du monde de quoi financer la révolution, comment cette quête de recherche de l'or tourna court. Il nous raconte comment un Français, ivre de cet espace qui se termine aux confins du Pôle sud, décida de se sacrer lui-même roi de Patagonie et d'entraîner dans ce délire une petite coterie de courtisans à l'intellect un

peu limité. Puis vint un général, qui contrairement au deux autres se fit un nom dans la statuaire argentine comme sur les plaques des noms de rue. Quand aux colons gallois qui y débarquèrent au milieu du XIX^e siècle ils se mêlèrent vite aux indiens qui vivaient encore là avant que le galonné précité ne précipite, les armes à la main, la fin de ces premiers occupants.

Cet horizon mythique sud-américain ne le cède en rien à cet État fantoche que fut la Valachie, tampon permanent entre la Russie des Romanov et l'Empire ottoman. Ce qui amène l'auteur à se pencher sur ce pays c'est la découverte sur un stand de numismate argentin d'une pièce de monnaie frappée si loin de Buenos Aires. C'est aussi l'occasion de réfléchir au rôle que jouèrent ces milices noires et sanglantes qui s'illustrèrent dans les chasses aux Tsiganes et aux juifs.

Les luddites, lanceurs d'alerte

Ces tisserands anglais qui, au début du XIX^e siècle, semèrent la terreur dans les grandes filatures en cassant les nouveaux métiers à tisser industriels, furent le plus souvent réduits à des réactionnaires anti-technologie. C'est la grande force de Christian Ferrer de ne pas s'arrêter à cette analyse caricaturale. Il rappelle que beaucoup de ces artisans tisserands avaient dans leurs ateliers des métiers à tisser d'une grande complexité. Il ajoute : «Les luddites ont lucidement perçu le début de l'ère de la technique c'est pourquoi ils ont mis sur la table le thème de la machinerie qui est bien moins une question de technique que de politique et de morale.» À travers les siècles ils nous interpellent sur ces pieuvres technologiques qui nous font collectionner des amis dans des relations virtuelles, équipés d'objets portables de plus en plus petits et de plus en plus polyvalents.

Conclusion

Tête d'orage est un petit livre – juste la taille de votre poche – qui pourrait bien passer pour un bréviaire de l'anarchisme. J'aimerais finir avec deux citations que le lecteur se fera un plaisir de rechercher : «La défense anarchiste de l'autonomie individuelle remet en cause la tradition de l'État», «Les Grecs inventèrent le théâtre, les premiers chrétiens la fraternité, les anarchistes ont créé les groupes affinitaires». C'est pour toutes ces raisons que, contrairement à ce que craint l'auteur, il ne restera pas de l'anarchisme qu'une note de bas de page dans un dictionnaire du futur.

Pierre Sommermeyer



Christian Ferrer, *Têtes d'orage*, essais sur l'ingouvernable, Éditions Rue-des-Cascades, 2011, 336 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Trente bougies

PLUS DE 800 PERSONNES par jour, des tas de tables de presse, du direct, des concerts... Il y avait foule pour les trente ans de Radio libertaire, la voix sans dieu sans maître et sans publicité de la Fédération anarchiste.

Durant deux jours, se sont succédé plusieurs débats retransmis en direct : autogestion, alternatives en actes, féminisme, etc. Beaucoup de sujets traités, beaucoup de réflexions et de riches discussions, le tout rythmé par les chansons des Chanteurs

livreurs, de Rocé, d'Edouard Nenez. Sans compter les délicieuses tartines de chèvres du groupe Tous-les-maquis de la Fédération anarchiste et les burgers végétariens d'un imminent membre du groupe Claaaaaash.

Un beau week-end de fête donc, pour les trentes bougies de la radio! Et, ne vous inquiétez pas, nous serons encore là pour fêter les quarante!

P. P.

La coopérative l'Indépendante

BASÉE DANS LE XVIII^E ARRONDISSEMENT de Paris, la coopérative l'Indépendante a pour but de mettre en place une alternative à la grande distribution. Nous nous sommes regroupés pour devenir des acteurs de nos propres vies et nous engager vers une voie nouvelle dictée par le respect des producteurs, la qualité des produits et une solidarité entre tous, sans distinctions. La coopérative fonctionne en autogestion et toutes les décisions importantes sont prises au consensus, ce qui permet à tous de s'exprimer et contribue à l'élaboration d'une forme nouvelle de démocratie locale et horizontale.

Venant en complément des Amaps, nous achetons des produits «épicerie» pour les revendre à prix coûtant aux adhérents de la coopérative.

Au-delà de nos achats groupés chez de petits producteurs et de la solidarité sociale que nous souhaitons mettre en place, nous voulons aussi sensibiliser, réfléchir, débattre, chanter, organiser d'autres alternatives, ensemble et avec nos voisins.

Nous sommes prêts à aider et supporter toutes initiatives nouvelles afin d'essaimer partout dans la capitale et permettre ainsi la création d'autres coopératives.

Samedi 12 novembre 2011 de 12 heures à 20 heures

La Maison verte, 127, rue Marcadet, 75 018 Paris (M° Jules-Joffrin ou bus 60/31)
Programme :

12h00 : repas à prix libre.

15h00 : projection du film Du Riz et des

hommes (réal. Sophie Cailliau, Charlotte Gille, Antonella Lacatena, Nicolas Stinglhamber et Yann Verbeke) dans le cadre du festival Alimententerre.

15h15 : débat avec Seydou Ouedraogo (Burkina-Faso) animé par Stéphane Lavignotte. Docteur en sciences économiques, Seydou Ouedraogo est partisan de la souveraineté alimentaire.

16h00 : présentation de la coopérative et du service d'échange libre (monnaie alternative).

16h15 : débat sur la coopérativité animé par Stéphane Lavignotte.

17h00 : goûter accompagné de thé à la menthe.

18h00 : concert. Extrait de Prévert et champs de révolte (15 minutes) par Hervé Krief et Gérard Mendy. La poésie de Prévert rencontre le slam d'aujourd'hui et ces deux univers se découvrent peu à peu, se défient et finissent lentement par se rapprocher car ils décrivent la même révolte devant la misère, le formatage des esprits et l'abandon du socle humain. Suivi de Stud, qui évolue entre textes engagés, poésie douce amère et humour grinçant. L'humeur va et vient au gré d'un répertoire contrasté évoquant espérances et désillusions, joies et peines, révoltes ou injustices. On peut évoquer l'influence du trio Brel, Brassens, Ferré. La voix singulière, ample, sensible mais déterminée saisie autant par sa douceur que par sa force.

20h30 : fin.

Contact : coop.lindependante@orange.fr

Notre Dame des Landes 44 → Paris



Pas de nouvel aéroport ni à Nantes, ni ailleurs!

Tracto-Vélo
6 au 12 novembre 2011

Samedi 12 novembre
Rassemblement à Paris

Départ : 10 h 30 - Porte d'Orléans

Infos Tracto-Vélo : <http://tractoveilo-ndl-2011-blogstop.com>
Infos sur l'opposition au projet d'aéroport : <http://acipa.free.fr>

PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES **PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES**



RASSEMBLEMENT POUR DIRE :

NON À TOUTES LES GUERRES !

À 11 H - VENDREDI 11 NOVEMBRE 2011
DEVANT LA MAISON DU PEUPLE, 11 RUE BATTANT

LE TRAIN DE DECHETS NUCLEAIRES CASTOR NE PASSERA PAS COMME ÇA !

Amplifions la lutte et terrassons le nucléaire, ici comme dans tous les pays !



22-24
Novembre
à Valognes
cotentin(50)

Campement, discussions, actions...
24 Nov. Rassemblement-manif à 11H

[BLOG valognesstopcastor.noblogs.org](http://BLOG.valognesstopcastor.noblogs.org)



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Samedi 12 novembre

Chroniques rebelles (13 h 30) Plus de 250 films, longs métrages, courts métrages, documentaires en compétition, avant premières, rétrospectives... Des découvertes, des redécouvertes, des surprises, des entretiens et beaucoup de rencontres...

Bulles noires (17 heures) Invités : Serge Quadrupani, pour *La disparition soudaine des ouvrières* (éditions du Masque); et Sylvie Cohen pour *Mammoth Rodéo Trash*.

Hôtel Paradoxe (23 heures) Invités : Fantazio, Spoke Orkestra. Thème : panique.

l'occasion des cinquante ans de son existence et du gala au Vingtième Théâtre le 5 décembre.

Paroles d'associations (19 h 30) Quoi de neuf pour les homosexuels désirant accéder au mariage? Nous posons la question à maître Caroline Mécaray.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Nous recevrons la Mal Coiffée pour la sortie de leur troisième opus. La Mal Coiffée, ce sont cinq voix féminines unies dans un même souffle et une même langue l'occitan. Elle se produiront au studio de l'Ermitage, à Paris, le 17 novembre.

Dimanche 13 novembre

Restons éveillés! (00 h 00) Libre antenne.

Mercredi 16 novembre

Blues en liberté (10 h 30) Otis Taylor.

Lundi 14 novembre

Trous noirs (16 heures) Qui est Jean-Hugues Lime? Acteur, réalisateur de films, écrivain (*La Chasse aux enfants*), mais aussi membre d'un rassemblement choral chantant *Hécatombe*, lauréat du prix Botul pour *Le roi de Cliperton*...

Jeuudi 17 novembre

De rimes et de notes (12 heures) Pierre Azama présente Patrick Denis.

Si vis pacem (18 heures) Écrire aux prisonniers pour la paix (cinquante ans de l'UPF).

Sortir du colonialisme (16 heures) Bobby Sands : le colonialisme tue aussi en Europe. Avec Philippe Paraire, pour la traduction de *Bobby Sands jusqu'au bout* de Denis O' Hearn. Chronique anticoloniale et chronique des Amériques.

Mardi 15 novembre

Pas de quartiers... (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel invite Maurice Montet et Bernard Baisat de l'Union pacifiste, à

Radio libertaire a accouché d'une brochure

TOUT A COMMENCÉ DÉBUT 2010. Il y avait belle lurette que rien n'avait été écrit sur Radio libertaire. Certes des articles ça et là mais pas de brochure comme pour les quinze ans. Alors, histoire de se mettre le pied à l'étrier, Anna (animatrice avec Cyril de Rudies back in town sur RL) nous invita, nous animatrices et animateurs de la radio à écrire! Bien sûr pas des romans, mais environ autour d'un millier de signes pour présenter les émissions. Le tout devant, à terme, être rassemblé dans une brochure pour contribuer aux réjouissances de la trentenaire. Auparavant tout ou presque avait été publié dans *Le Monde libertaire*. Une pleine page quasi hebdomadaire de fin janvier à mi-juin 2010. Enfin pour la fête des trente ans à la salle Olympe-de-Gouges la déjà célèbre brochure était disponible! Certes, on pourra toujours reprocher des imperfections, des oublis



ou que sais-je encore? Tout ce qu'on peut souhaiter c'est que nous soyons toutes et tous plus pour une brochure du cinquantième anniversaire ou avant? Toutes et tous encore là pour une radio sans dieu, sans maître et sans publicité pour un autre monde!

Que dire de plus? On aurait pu disserter sur les mérites respectifs des émissions dites

politiques ou culturelles, musicales... quelles sont celles qui atteignent vraiment leur but. Qui est bien sûr d'éveiller les esprits à autre chose que ce qui est «proposé» par les médias dits courants. Ou savoir s'il faut inviter des «ennemis politiques» à notre belle et chère radio... Certes, tout en les respectant, à leur tenir la dragée haute avec bec et ongles! Voilà tout ce qui n'est pas dans cette brochure en hommage à trente ans de Radio libertaire qui en étant sans dieu, sans maître et sans publicité n'en a pas été sans tensions internes. Nous ne sommes pas toutes et tous dans le même moule, que Bakounine nous en garde.

Thierry
Blues en liberté

Du 6 au 12 novembre

De Notre-Dame-des-Landes (44) à Paris (75)

La coordination des opposants au projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes (NDL), près de Nantes (44) organise un déplacement en tracteurs et vélos jusqu'à Paris pour dénoncer encore une fois l'aberration de ce projet dans les conjonctures financière, économique, sociale et environnementale actuelles. Départ de Notre-Dame-des-Landes dimanche 6 novembre vers 9 heures. Passage par Candé, Sablé, Le Mans, Nogent le Rotrou, Chartres puis après Saclay et Arcueil, arrivée à Paris le samedi 12 novembre vers 10h30 à la Porte d'Orléans. Puis marche vers le Sénat. Parcours 400 km. Des départs en car et du covoiturage sont organisés dans tout l'ouest. Plus de renseignements sur la tracto-vélo au 06 33 01 63 98 ou sur le site: tractovelo-ndl-2011.blogspot.com

Souscription

Pour poursuivre son œuvre de propagation des idées et propositions anarchistes, *Le Monde libertaire* a besoin de votre soutien !

Par votre don à la caisse du soutien du *Monde libertaire*, vous contribuez à la sauvegarde de notre journal, que ce soit dans sa forme imprimée ou électronique. À une époque où nos ennemis politiques et économiques ne ménagent pas leurs attaques, à une époque où, ici et ailleurs, les libertaires déploient d'immenses efforts pour, non seulement parer les coups, mais aussi gagner les consciences et construire des espaces de solidarité et d'action, chaque apport, si minime soit-il, sera utile à notre cause. D'avance, merci à toutes et à tous.

Pour nous soutenir, rendez-vous sur le site web du journal (www.monde-libertaire.fr) ou envoyez un chèque à l'ordre des Publications libertaires à l'adresse ci-dessous :

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Samedi 12 novembre

Saint-Jean-du-Gard (30)

18h30. Lecture mise en musique de *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray par la Cie Action discrète. Suivie d'une discussion et d'un repas revigorant. À la bibliothèque-infokiosque, 152, Grand-Rue. Entrée libre.

Paris XI^e

16 heures. « Aller en secret ». Poèmes de Sandra Loup. Lecture, musique, témoignages. À la librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Paris XII^e

15h30. La scène anarchiste allemande de l'après-guerre à nos jours. Avec Maurice Shuhmann, militant anarchiste berlinois, cofondateur de la Société Max-Stirner et auteur d'une thèse de doctorat sur la comparaison du concept de l'individualité chez le Marquis de Sade, Max Stirner et Friedrich Nietzsche. À la Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert Planquette. Métros Blanche et Abbesses.

Dimanche 13 novembre

Rennes (35)

De 9 heures à 12h45 et de 13h45 à 18 heures. Forum discussion horizontale sur la lutte antinucléaire actuelle : bilan, perspectives, moyens à mettre en œuvre... Maison des associations (6, cours des Alliés), salle A1.

Paris XI^e

17 heures. Soirée de soutien à l'Anarchistischer Laden (infokiosk/librairie anarchiste) de Berlin. Info et musiques avec Cop on Fire (anarcho-dub-punk de Belgique) et Radical Dance Faction (anarcho-dub vétéran from England). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF : 5 euros.

Jeudi 17 novembre

Pont-en-Royans (38)

20 heures. Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, le groupe La rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée de cinéma-débat autour du film *Viva Mexico!*, en présence du réalisateur, Nicolas Défossé. Médiathèque La Halle. Entrée à prix libre. Contact: laruerale@no-log.org

Vendredi 18 novembre

Troyes (10)

20 heures. Conférence de l'UP3 sur le syndicalisme révolutionnaire avec David

Hamelin, directeur de structure associative dans le champ social et médico-social, militant de la CNT. Lieu: Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission, Troyes. Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

Samedi 19 novembre

Paris XI^e

16h30. Projection du film *L'an prochain la révolution* de Frédéric Goldbronn. Le film entrecroise l'histoire de Maurice Rajfsus et celle du cinéaste. Maurice Rajfsus sera parmi nous pour une discussion. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Nouvelles de l'organisation

Une nouvelle liaison existe en Haute-Loire (43) : la liaison Sébastien-Faure de la Fédération anarchiste se situe dans la région de Langeac-Le-Puy-en-Velay. Vous pouvez la contacter à l'adresse suivante: sebastien-faure@federation-anarchiste.org

Une nouvelle liaison existe désormais à Arras dans le Pas-de-Calais (62). Vous pouvez la contacter à l'adresse arras@federation-anarchiste.org

Par ailleurs, et dans le même département, la liaison de Béthune se développe et transforme en groupe. Contact: bethune@federation-anarchiste.org et blog à l'adresse <http://liaisondebethune.blogspot.com/>

La liaison Emma-Goldman de Périgueux (Dordogne) se transforme en groupe. Vous pouvez joindre le groupe à l'adresse emma.goldman@no-log.org ou bien visiter leur blog à l'adresse <http://fa-perigueux.blogspot.com/>

Enfin la liaison de Nantes de la Fédération anarchiste se transforme également en groupe. Vous pouvez joindre le nouveau groupe à l'adresse nantes@federation-anarchiste.org

Pour envoyer un courrier postal à ces trois groupes et deux liaisons, écrivez au Secrétariat aux relations intérieures de la FA à l'adresse FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour tout renseignement sur la Fédération anarchiste: relations-interieures@federation-anarchiste.org

L'annuaire des 69 groupes et 22 liaisons de la Fédération anarchiste est régulièrement mis à jour sur le site web de la FA à l'adresse: <http://www.federation-anarchiste.org/spip.php?article966>

SOUS LE DRAPEAU DES PIRATES

PROJECTION DÉBAT CONCERTS



SAMEDI 19 NOVEMBRE, 17^H.
À LA CNT, 33 RUE DES VIGNOLES, PARIS